



Original en couleur



Contraste insuffisant

Volume 19 numéro 2

Automne 1990 / ISSN 0315-9930

ARGUS



des professionnels
avertis en information

Association des bibliothécaires professionnels du Québec

Association of Professional Librarians of Québec

ARGUS

Comité de rédaction / Editorial Committee

Pierre Meunier, président
Nathalie Groulx, secrétaire
Louise Carpentier
Marie-Thérèse Chaput-Williams
John Leide
Michel Lefebvre
Josée Schepper

Extraits de la politique éditoriale (février 1990)

Argus vise à assurer l'information et le développement professionnel des membres de la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec. Les articles publiés traitent de la formation, du rôle, du statut et des conditions de travail du bibliothécaire dans la société, du professionnalisme, des nouvelles technologies, des nouveaux marchés, de l'environnement économique et socio-politique, des besoins des clientèles, des services et des produits documentaires, des nouvelles orientations et de la recherche et du développement en bibliothéconomie et en sciences de l'information, ainsi que de l'apport des autres disciplines.

Les publications peuvent prendre plusieurs formes:

- articles de fond (de 15 à 25 pages dactylographiées)
- état de la question
- textes plus courts rendant compte d'un événement récent ou consistant en une expression d'opinion
- articles décrivant une expérience ou une réalisation
- chronique sur la documentation professionnelle, la recherche, la gestion des services documentaires, les nouvelles technologies, etc.
- résultats de recherche
- lettres à l'éditeur commentant une question d'actualité ou un article récemment paru dans la revue
- réflexion autour d'un ou de plusieurs ouvrages sur la profession ou la recherche
- entrevues.

Le comité de rédaction accepte des articles originaux soit en français, soit en anglais. À l'occasion, il publie des textes de conférences prononcées dans le cadre des activités de la Corporation. Certains articles sont examinés par un comité de lecture.

La rédaction laisse aux auteurs l'entière responsabilité de leurs textes.

Argus est une revue publiée 3 fois l'an par la Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec.

L'abonnement annuel est de 25\$ (9\$ le numéro) au Québec, 30\$ (10\$ le numéro) au Canada et 30\$ U.S. (10\$ U.S. le numéro) pour l'extérieur du Canada. Les étudiants bénéficient d'un prix spécial de 15\$ l'abonnement annuel.

Toute demande concernant les numéros manquants doit être envoyée, au plus tard un mois suivant la date de parution, à l'adresse suivante:

Argus
Secrétariat de la CBPQ
307, rue Ste-Catherine Ouest, suite 320
Montréal (Québec) H2X 2A3

Toute reproduction des articles, en totalité ou en partie, doit être faite avec la mention de la source.

Les articles de la revue sont indexés dans Pascal Thema, T205; Sciences de l'information-documentation, Information Science Abstracts, Library and Information Science Abstracts (LISA), Library Literature et dans Point de repère.

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Canada et à la Bibliothèque nationale du Québec.

Courrier de deuxième classe - enregistrement no 5794.

Correctrices/Correctors

Mireille Cliche
Nylda Aktouf
Luce Payette
Huguette Thibault

Extracts of editorial policy (February 1990)

The aim of Argus is to inform the members of the Corporation of Professional Librarians of Québec and to further their professional development. Articles deal with such diverse issues as training, role, status and working conditions of the librarian in society; professionalism; new technologies; new markets; the economic and socio-political environment; customer needs; products and documentary services, new directions and research in library and information studies, as well as contributions from other fields.

Publications may take several forms:

- in-depth articles (15 to 25 typed pages);
- state-of-the-art analyses;
- shorter articles reporting a recent event or expressing an opinion;
- articles describing an experience or accomplishment;
- columns on professional documentation, research, management of documentary services, new technologies, etc.;
- results of research;
- letters to the editor discussing a current issue or a recent article appearing in the journal;
- reviews of professional or research literature;
- interviews.

The editorial board accepts original articles in French or English. Occasionally it publishes papers presented at Corporation activities.

Some articles may be read by a review committee. Authors are entirely responsible for the context of their articles.

Argus is a journal published 3 times a year by the Corporation of Professional Librarians of Québec.

The yearly subscription is \$25 (\$9 an issue) in Québec, \$30 (\$10 an issue) in Canada and \$30 U.S. (\$10 U.S. an issue) outside Canada. A special student rate is \$15 for the yearly subscription.

Any request concerning missing issues should be sent, no later than a month after the date of publication, to the following address:

Argus
Secretariat of the CPLQ
307 Ste-Catherine Street West, Suite 320
Montréal, Québec, H2X 2A3

Articles may be reproduced, in whole or in part with proper credit to their source.

Articles are indexed in Pascal Thema, part 205. Sciences de l'information-documentation, Information Science Abstracts, Library and information Science Abstracts (LISA), Library Literature and in Point de repère.

Legally deposited as required with the National Library of Canada and the Bibliothèque nationale du Québec.

La lettre d'Argus

PRENONS LA PLACE QUI NOUS REVIENT!

En considérant l'impact du repérage et de la diffusion de l'information au développement économique de nombreuses entreprises oeuvrant au Québec et l'intérêt grandissant des québécois pour la lecture, il ne fait plus aucun doute que le recours aux services des bibliothécaires professionnels s'avère indispensable.

Dans le contexte actuel où émergent l'extrême compétitivité dans certains secteurs d'activités, la diversification des produits culturels, la recherche de nouvelles performances et de rendements remarquables, le développement professionnel et la scolarisation, et la recherche d'opportunités de loisirs, nous devons contribuer à un meilleur accès à l'information.

Ainsi *Will the GST be a Tax on reading?* indique que les modalités de services et les budgets d'opération de certaines bibliothèques seront grandement affectés par l'imposition prochaine d'une taxe fédérale sur les produits et services (TPS).

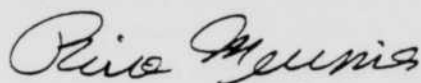
Les normes ou voyage au pays de Dédale et Information in Patents: Fast, Early and Clear, dressent la typologie de deux sources d'information documentaire vitales pour certaines entreprises.

Enfin *Commensense Strategies to Win Principals' Support of the New Roles of the School Media Specialist* présente les nouvelles responsabilités des bibliothécaires à l'égard du développement des médiathèques scolaires.

Dans un environnement économique de plus en plus difficile, le bibliothécaire doit de plus en plus saisir les opportunités qui lui sont offertes afin de jouer pleinement son rôle de gestionnaire et de diffuseur de l'information et des biens culturels.

Les articles de la présente parution devraient nous éveiller sur l'importance d'élargir nos connaissances et l'intérêt à développer des attitudes pro-actives.

Nous ne devons pas craindre de **modifier certains de nos comportements** afin de mieux **adapter nos services** aux changements de l'environnement et de **prendre la véritable place qui nous revient!**



Pierre Meunier, bibl. prof.
Président du comité de rédaction

Volume 19, Numéro 2 / Automne 1990
ISSN 0315-9930

ARGUS

Corporation des bibliothécaires
professionnels du Québec

Corporation of Professional
Librarians of Québec

La lettre d'Argus

Pierre Meunier Page 37

Dossier

Will the GST be a tax on reading?

Mel Thurlow Page 39

Les normes ou voyage au pays
de Dédale

Constance Forest Page 43

Information in patents: Fast, Early
and Clear

Thomas Virany Page 47

Conférence

Commonsense Strategies to Win
Principals' Support of the New Roles
of the School Media Specialist

Betty J. Morris Page 53

Pour en savoir plus

La collection des films d'archives de
l'ONF, un hommage à 50 ans de
création

Marielle Cartier Page 61

Lectures suggérées

Michelle Bachand Page 64

Dans quelques quotidiens, en
1989...

Michel Lefebvre Page 65

LA GESTION INFORMATIQUE DE VOTRE BIBLIOTHÈQUE VOUS PRÉOCCUPE...

REGARD

LA RÉPONSE À VOS ATTENTES.

La Société GRICS oeuvre depuis plus de 20 ans dans le domaine de l'informatique pour offrir des solutions informatiques complètes et de qualité.

REGARD est un système souple et polyvalent conçu pour une gestion centralisée ou décentralisée sur micro-ordinateur IBM sous l'environnement PC/DOS.

REGARD est un outil qui offre plusieurs avantages:

- des notices personnalisées afin de répondre aux divers besoins de votre organisme;
- la possibilité d'y transférer des banques de données déjà existantes (notices, emprunteurs);
- d'utilisation agréable grâce aux écrans couleur et à la "souris";
- le repérage et l'accès rapides des informations;
- impression et lecture des codes zébrés;
- une gestion simple et efficace des prêts et des réservations;
- la possibilité de compiler des statistiques sur l'activité et la collection;
- l'impression de plusieurs listes et catalogues;
- les formats d'impression ainsi que l'affichage à l'écran variables;
- les mises à jour permanentes de l'inventaire, du catalogue et de l'index;
- possibilité de deux modes de recherche (simple et expert) accessibles au client;
- le contrôle de l'accès par mots de passe fait de REGARD un système sécuritaire.



REGARD VOUS OFFRE ÉGALEMENT L'ACCÈS AU SDM.
C'EST L'OUTIL IDÉAL ET MODERNE POUR LES PROFESSIONNELS
DE LA BIBLIOTHÉCONOMIE.

Pour de plus amples renseignements,
veuillez communiquer avec l'un de nos représentants au
Service à la clientèle en composant le
(514) 251-3730.

Will the GST be a tax on reading?

Mel Thurlow, C.A., M.B.A.

*Directeur, service de la taxe de vente
Samson, Bélair/Deloitte et Touché (Montréal)*

When readers in search of a new book, their favourite magazine or a newspaper venture into a bookstore or newstand in January 1991, they will be in for a surprise. The price will have increased by as much as 7%.

As most Canadians are aware by now, January 1, 1991 is the proposed implementation date of the new Goods and Services Tax, (the «GST»). The impact of the GST will be profound. It will be charged on virtually all goods and services purchased in this country. It will become part of our way of life and will affect our buying habits. This article will discuss the impact of the GST on one important aspect of our lives - books and other reading material.

One of the first steps in analyzing the impact of the GST is to understand that the GST will be replacing the existing Federal Sales Tax («FST»). The general rate of FST is 13.5% and it is charged on goods which are imported into Canada and on goods which are sold by Canadian manufacturers. By the time that these goods have passed through the hands of wholesalers and retailers, and are sold to consumers, the FST has become hidden and the consumer is not usually aware of the actual amount of FST which is included in the purchase price. Indeed, many Canadians are not even aware of the existence of the FST.

From the consumer's point of view, then, the GST represents the replacement of a 13.5% tax on the manufacturer's sale price by a 7% tax on the retail sale price. This does not mean that retail prices will automatically increase by 7%. Depending upon the number and amount of price markups between the manufacturer and the retailer, consumers may see price increases of less than 7%, or possibly, price decreases.

However, many goods and services that we purchase have not been affected by the FST. FST is not presently charged on services, for example. This means that, for services, the GST is not replacing a 13.5% FST, but is simply a new 7% tax. Many goods are also exempted from FST, among them, books, magazines and newspapers. Thus, for reading materials, the GST will be an additional charge of 7%.

HOW THE GST WILL WORK

As mentioned before, the GST will be a 7% tax on virtually all goods and services, with very limited exceptions. From a consumer's perspective, the GST will be similar in nature to provincial retail sales tax. However, there are significant differences. Unlike provincial taxes, which are levied only at the consumer level, the GST will apply at each stage of commer-

cial activity - importing, manufacturing, wholesaling, retailing and consumption.

In simple terms, all businesses engaged in commercial activities will pay tax on their purchases of goods and services, collect tax on their sales of goods and services, deduct any tax paid previously, and remit the difference to the government. In this way, businesses will be able to recover all of the GST they pay. This is a key point. Businesses have to pay GST but they get it back. Except for the administrative costs of accounting for the GST, this is not a bad tax for business.

Individual consumers, who are not engaged in commercial activities, will also pay GST on all of their purchases. However, they will not be able to get it back. As a result, it is individual consumers who will bear the whole burden of the GST.

Although the GST will apply to most goods and services, there will be some exception. These exceptions will be accomplished by classifying certain goods and services as «tax-exempt» or «zero-rated».

Tax Exempt

GST will not be charged on the sale of tax-exempt goods and services. Anyone providing such goods and services will not be considered to be engaged in a

commercial activity, and will not be entitled to recover tax paid on purchases. In other words, they will be treated as if they were the final consumer. Tax-exempt goods and services include:

- residential rent and used housing
- day care services
- health and dental services
- educational services
- financial services
- most goods and services provided by charities, non-profit organizations, schools, universities, hospitals, municipalities and governments.

Zero-Rated

GST will not be charged on the sale of zero-rated goods and services. However, businesses providing such goods and services will be allowed to recover the tax paid on purchases. Because of this, zero-rated goods and services are truly «tax-free». Zero-rated goods and services include:

- prescription drugs and medical devices
- basic groceries
- agricultural and fishery products
- exports

IMPACT OF GST ON READING MATERIAL

Printers and Publishers

Printers and publishers will pay GST on their purchases of goods and services. This will represent a change for these businesses because up until now, they have been entitled to FST exemptions on their purchases of paper, ink and other raw materials as well as production equipment. However, because these businesses are

engaged in commercial activities, they will recover all of the GST they pay on their purchases. The mechanism of this GST recovery is that the business will charge GST on all of its sales, but will deduct the GST paid on purchases and only remit the difference to the government. Therefore, other than cash flow implications, the fact that they have to pay GST should be of no consequence.

Distributors and Retailers

Distributors and retailers will pay GST on all of their purchases of books, magazines and newspapers. If these items are imported, GST will be collected by Canada Customs when the goods cross the border. Once again, because these businesses are engaged in commercial activities, they will charge GST on all of their sales and recover all of the GST they have paid.

Libraries

Libraries will also pay GST on purchases of all types of printed material. Whether libraries will be entitled to recover the GST so paid will depend upon the type of library. If the library is part of an enterprise engaged in commercial activities, such as a law firm for example, the GST paid by the library will be recovered along with all of the other GST paid on the purchases of the law firm.

Unfortunately, not all libraries are associated with commercial activities. Previously, we discussed goods and services which will be regarded as tax-exempt. Forget all the good connotations associated with the concept of «tax-exempt». Under the GST, tax-exempt is the worst thing to be. Institutions which provide tax-exempt goods and services will be treated as if they were the final consumer. In other words, they will pay GST but they will not be entitled to recover it.

Libraries associated with the following institutions will not be able to recover all of the GST they have paid:

- municipalities
- universities
- schools
- hospitals and medical centres
- charities and non-profit organizations
- federal and provincial governments
- financial institutions such as banks, trust companies, credit unions, insurance companies, stock brokers

In order for a librarian to determine the impact of the GST on his or her library, it will first be necessary to determine if the library is part of an organization which is involved in tax-exempt activities. If the answer is yes, it is most likely that the operating costs of the library will increase. A quick rule-of-thumb to determine the amount of increase will be to take your budget for publications and increase it by 7%. The costs of furniture and equipment may also increase but it will be difficult to predict the amount of increase because these goods will also be affected by the removal of the current FST.

PLANNING POINTS

As mentioned above, many libraries will experience an increase in costs following the introduction of the GST. There are several practical steps which can be taken before the end of the year which may be helpful depending upon your particular circumstances.

1. The first step is to analyze your own situation. Many libraries (ie those associated with commercial activities) will not be adversely affected by the GST.

2. To the extent possible purchase publications in 1990 to avoid the GST.
3. If subscriptions to newspapers, magazines or other publications are paid before December 31, 1990, there will be no GST even though the subscriptions extend beyond 1990.
4. Certain institutions which would be ordinarily unable to recover the GST will be given special relief by the government. This relief will take the form of rebates of GST paid on purchases. The details re-

garding these rebated have not yet been released by the government. Institutions entitled to these rebates will be charities, certain non-profit organizations, municipalities, universities, schools and hospitals. If you are a librarian in one of these institutions, take the time to understand how the rebate will operate so that you will be better equipped to prepare your budgets.

5. Because the cost of books will increase for individuals, there may be an increased demand to borrow books from lending libraries. Lending libraries

should anticipate this increased interest and even encourage it by advertising that borrowing books is one way to beat the GST!

Will the GST be a tax on reading? We have seen that for all individuals and for many libraries, the GST will increase the cost of reading materials. In this respect, yes, the GST could be regarded as a tax on reading. Now is the time for librarians to decide upon what action to take - in the political arena as well as your own planning activities. Waiting until 1991 will be too late! □



**PIERRE
LAROCHELLE**

reliure inc.

615, 4^{ème} RUE
SHAWINIGAN, QC G9N 1G9

(819) 537-1617

1-800-567-9373

- SPÉCIALISTE EN RELIURE DE LIVRES DE BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES
- LAMINAGE DE CARTE GÉOGRAPHIQUE OU TOUT AUTRE DOCUMENT (SANS LIMITE DE GRANDEUR)
- SERVICE RAPIDE
- PRIX COMPÉTITIFS
- NOUS EMPLOYONS TOUJOURS DES MATÉRIAUX DE PREMIÈRE QUALITÉ

**Depuis 25 ans, nous offrons un service de
qualité à travers toute la province.**

Pierre D. Larochelle, prés.

La dernière passion des rats de bibliothèque



Conçu par des bibliothécaires pour des bibliothécaires, multiLIS intègre une multitude de fonctions avantgardistes. Il donne à tout moment une vision précise de la situation: aux gestionnaires, aux préposés et aux usagers.

Toutes les fonctions sont intégrées à partir d'une même banque de données où elles vont à la fois puiser et verser de l'information. Vous avez donc un contrôle absolu de toute la gamme des opérations.

Les usagers, eux, sont ravis, car multiLIS est accessible aux petits rats comme aux grands érudits, selon leur capacité d'utilisation.

- Système automatisé véritablement intégré, développé par l'université du Québec à Montréal
- Interaction avec l'utilisateur, unique en son genre
- Six fichiers d'autorités en accès direct
- Catalogage en format régulier ou en format MARC intégral
- Acquisitions, prêts, recherche (booleenne, troncature)
- Production de rapports et statistiques
- Multilingue
- Fonctionnalité «réseau»
- Pour petites ou grandes bibliothèques, spécialisées, publiques ou académiques
- multiLIS opère sur toute une gamme d'ordinateurs
 - les ordinateurs VAX de Digital
 - les TOWER 32 de NCR
 - et plusieurs autres équipements qui utilisent le système d'exploitation UNIX system V

Malgré ses caractéristiques avantgardistes, multiLIS est peu coûteux et ne requiert pas d'analyste sur place pour son entretien.

Les experts sont unanimes: multiLIS est largement en avance sur la concurrence. C'est d'ailleurs le premier système en importance au Canada et le cinquième en Amérique du Nord. Demandez une rencontre d'information sur multiLIS; vous verrez: c'est passionnant!

Écrivez-nous:

multiLIS
Groupe Sobeco Inc.
Édifice Sobeco
505, boul. René-Lévesque Ouest
Montréal, Québec H2Z 1Y7

Ou appelez-nous à frais virés au
(514) 878-9090.

multiLIS
Un service de Sobeco

PS
9553
E19M37
1981
Beauchemin, es, 1941-
Le Matou: roman / Yves Beauchemin
Montréal: Québec / Amérique,
COP. 1981
583 p.; 23 cm.-
(collection Littérature d'...

Les normes ou voyage au pays de Dédale

Constance Forest

Technicienne en documentation, service de référence Bibliothèque de l'École Polytechnique

Les normes représentent pour la plupart des bibliothèques une infime partie de leur collection quand elles ne sont pas complètement absentes. C'est un type de document qui paraît à prime abord difficile à repérer, à obtenir, à comprendre. Pourtant les usagers les connaissent et demandent à les consulter. Comment s'y retrouver? Cet article expose rapidement l'histoire des normes et l'utilité de la normalisation. Il explique les différents types de normes, les caractéristiques des principaux organismes de normalisation et de leur collections. On présente également les utilisateurs de normes, les instruments de repérage de normes (catalogues, répertoires, banques de données). On suppute le choix des supports papier, microformes ou magnétiques pour les collections de normes. Et enfin, on jette un coup d'oeil sur le traitement, le classement et l'élagage d'une collection de normes.

Standards are for most libraries a small part of their collection if none. This type of document is difficult to understand, locate and obtain. Users know about them and ask for them however. How do libraries deal with standards? This paper makes a brief review of what is a standard and the need for standardization. It describes the users, the types of standards, the characteristics of some important standardization bodies and their collections. Search tools such as catalogs, directories and databases are depicted. An evaluation of standards on paper medium, microform and videodisc is presented. Finally we take a quick look at the cataloguing, filing and weeding of standards.

Norme: tous connaissent ce mot sans réussir à mettre le doigt sur sa signification, sans trop connaître l'implication des normes dans notre vie quotidienne. Nous allons effectuer un tour d'horizon de ce qu'est une norme, de ses caractéristiques, des types de normes, des organismes de normalisation, des utilisateurs, du traitement et du classement ainsi que des problèmes rencontrés par les utilisateurs.

1. HISTORIQUE

Le calendrier, les poids et mesures, les filets de vis, le voltage, les satellites de communications sont le résultat d'un effort de normalisation. De tout temps l'homme a établi des règles, des balises. La normalisation telle que nous la connaissons aujourd'hui est apparue à la suite de l'évolution des techniques industrielles de production. Ces techni-

ques faisaient appel à de la machinerie de plus en plus complexe et diversifiée d'où la nécessité de standardiser.

La création du premier organisme de normalisation, connu sous le nom de Engineering Standards Committee, remonte à 1901 en Angleterre.

Il y a plusieurs définitions possibles de ce qu'est une norme mais toutes signifient qu'une norme est une donnée de référence résultant d'un choix collectif raisonné, en vue de servir de base d'entente pour la solution de problèmes répétitifs (ISO, 1983, p.12). Une norme comprend des définitions, des symboles ou des dimensions et des schémas. On pourrait dire en résumé que «normaliser c'est simplifier, unifier, spécifier» comme le mentionnait le normalisateur français J. Mailly (ISO, 1983, p.9).

L'ISO (Organisation internationale de normalisation) affirme que les normes permettent entre autres l'introduction d'un ordre logique: unités, grandeurs, classification des produits; d'obtenir de l'information juridique sur les questions techniques; des économies dans les coûts de production, de planification, de construction, de procédés techniques, d'essais, etc. Cela suppose une certaine rationalisation car la conformité des éléments et des pièces constituent une condition préalable. Enfin, l'unification réduit les variétés inutiles, augmente la fabrication en série et unifie la terminologie, les unités et les propriétés (ISO, 1983, p.12). Un dirigeant d'entreprise français souligne que «la normalisation joue un rôle décisif pour la qualité des produits» (Enjeux, 1988, p.51). De plus, les normes sont revues continuellement et révisées pour tenir compte des chan-

gements, des modifications à apporter, particulièrement au chapitre de la sécurité des consommateurs. L'État est responsable de la mise en application des lois touchant aux normes de sécurité, protégeant ainsi le consommateur. Toutefois, les normes sont facultatives dans tous les autres domaines, c'est-à-dire que les manufacturiers et les organismes de normalisation fonctionnent par consensus. Dans certains pays comme la France, par exemple, les normes sont sanctionnées par arrêtés ministériels et sont donc reconnues par la loi.

Une norme franchit plusieurs étapes avant l'approbation: les comités techniques travaillent tout d'abord à l'élaboration d'un document de travail ou avant-projet (working project) puis d'une proposition de norme (draft, proposed, tentative). La norme est ensuite soumise à l'approbation mais peut se voir confinée à l'étape de la recommandation (recommended practice) pendant de nombreuses années ou se voir approuvée (approved). Puis la norme sera réapprouvée (reapproved), modifiée (modified) ou revue en profondeur, généralement au bout de cinq ans.

2. PRODUCTEURS ET UTILISATEURS

2.1 Caractéristiques

Il existe plusieurs types de normes, comme nous l'avons entrevu plus haut, pour toutes les gammes d'activités. Les plus importantes telles que défini par l'ISO sont: les normes de sécurité, par exemple le *Code de l'électricité*, au Canada; les normes de mesures, l'heure par exemple; les normes industrielles; les normes de consommation, concernant l'automobile entre autres; les normes de qualité (ce peut être sur la corrosion des matériaux); les méthodes standard d'essais que l'American Society for Testing and Materials (ASTM) publie, par

exemple sur la teneur en eau du béton; les normes relatives aux médicaments; les normes de terminologie (délimitations des concepts, définitions, etc.); les normes contenant des spécifications techniques (propriétés ou forme des matériaux, qualité des produits, dimensions, etc.). C'est ainsi qu'une norme, en fournissant les caractéristiques d'un produit sert de lien entre le fabricant et le client. C'est d'ailleurs pour cette raison que la plupart des manufacturiers indiquent dans leurs catalogues à quelle(s) norme(s) leur produit est conforme.

Plusieurs normes sont également regroupées pour former un code qui a force de loi, par exemple le *Code national du bâtiment du Canada*.

Certains manufacturiers soumettent leurs produits à l'essai pour obtenir que ces derniers soient certifiés. La certification d'un produit est obligatoire lorsqu'elle concerne la sécurité des utilisateurs. Par exemple, l'étiquette CSA (Canadian Standards Association) apposée sur les appareils électriques indique que l'appareil est conforme aux exigences de la norme ACNOR/CSA (Association canadienne de normalisation / Canadian Standards Association) correspondante.

Chaque organisme de normalisation attribue un ou des numéros à une norme. Une norme équivalente dans un autre pays se verra allouer un numéro en fonction de l'organisme approbateur. C'est donc dire qu'une norme semblable peut porter plusieurs numéros différents même s'il existe une norme internationale ISO ou CEI. Peu d'ouvrages répertorient les équivalences entre les normes; le Comité européen de normalisation publie annuellement un répertoire intitulé *Mise en application nationale des normes européennes* pour les seize pays membres. Malheureusement, on

ne trouve rien de tel pour le Canada et les États-Unis.

2.2 Organismes

Chaque pays a son propre organisme national de normalisation. Au Canada, le Conseil canadien des normes approuve les *normes nationales du Canada*. Les normes traduites dans les deux langues officielles portent l'appellation de normes nationales. Cet organisme coordonne également les activités des organismes de normalisation suivante: le Bureau de normalisation du Québec (BNQ), 1,300 normes à son actif; l'Association canadienne du gaz/Canadian Gas Association (ACG/CGA), environ 100 normes; l'Association canadienne de normalisation/Canadian Standards Association (ACNOR/CSA) qui a développé approximativement 1,300 normes de matière technique; l'Office des normes générales du Canada/Canadian General Standards Board (ONGC/CGSB) dont la collection représente 1,500 normes d'usage courant (ex: tailles des vêtements ou encore les tissus ininflammables servant à la fabrication des vêtements de nuit) et enfin les Laboratoires des assureurs du Canada/Underwriters' Laboratories of Canada (ULC), 140 normes approximativement. Tous ces organismes élaborent des normes établies par consensus.

L'American National Standards Institute (ANSI) qui a approuvé jusqu'à maintenant plus de 8,000 normes est le principal organisme américain d'approbation. Cet organisme rédige aussi ses propres normes dans plusieurs domaines, l'American Society for testing and Materials (ASTM) (8,000 normes), l'Institute of Electrical and Electronics Engineers (IEEE) (500), la Society of Automotive Engineers (SAE), la National Fire Protection Association (NFPA) sont au nombre des 400 organismes américains rédacteurs de normes. Les normes de ces organismes ne

sont pas toutes approuvées par l'ANSI comme normes nationales mais même sans cette reconnaissance, les normes peuvent être appliquées.

Les organismes européens de normalisation sont très actifs, qu'on pense seulement à la Deutsches Institut für Normung (DIN) qui a émis à elle seule plus de 20,000 normes dont 20% sont traduites en anglais, à l'Association française de normalisation (AFNOR) qui a à son actif plus de 13,000 normes ou encore au British Standards Institution (BSI), 10,000 normes.

Genève est le siège de deux organismes internationaux de normalisation, l'ISO (Organisation internationale de normalisation) avec ses 5,000 normes et la Commission électrotechnique internationale (CEI) qui a émis environ 2,000 normes. L'ISO publie des normes internationales, résultat des travaux de quelque 90 pays membres. Ces normes couvrent tous les domaines sauf celui de l'électricité, ce dont la CEI est responsable.

Plusieurs entreprises ou organismes comme l'Hydro-Québec émettent aussi des normes internes concernant leurs activités d'opération soit pour suppléer au manque de normes existantes sur le sujet, soit pour adopter des normes externes. Ces normes ne font généralement pas l'objet de demandes d'approbation car elles ne servent qu'à l'entreprise ou l'organisme.

2.3 Utilisateurs

Qui donc utilise les normes me direz-vous? Il y a bien sûr les manufacturiers qui se tiennent au fait des plus récents développements, les ingénieurs, l'État, les avocats, les terminologues, les professeurs aux fins d'enseignement. Les acheteurs ou les représentants qui désirent offrir un service donné dans un autre pays

ou importer un produit doivent connaître les règles en vigueur de façon à ce que le produit soit conforme aux normes locales. L'ISO a même rédigé environ 40 normes intitulées *Documentation bibliothécaire à l'intention des bibliothèques et des centres de documentation*.

Les questions les plus souvent demandées sont du genre:

quelle est la ou les normes sur ...

est-ce que la norme tel numéro a été traduite?

quelle est la norme canadienne correspondant à la norme internationale no...?

Il est parfois difficile de répondre avec exactitude sans l'aide du Service d'information sur les normes (SIN) du Conseil canadien des normes.

3. REPÉRAGE, CLASSEMENT ET TRAITEMENT

Il existe plusieurs instruments pour repérer une norme dans la masse documentaire. Tout d'abord, les catalogues annuels publiés par chacun des organismes de normalisation avec des suppléments dans la plupart des cas. Il y a aussi les répertoires de normes tel le *KWIC index of international standards* publié par l'ISO. Ce répertoire comprend un index permuté pour les normes ISO et CEI. Du côté canadien, le *Répertoire des normes* regroupe les normes ONGC, ACNOR, BNQ, ULC. Le *Catalogue - normes nationales du Canada* répertorie seulement les normes parues dans les deux langues officielles. Ces deux ouvrages sont publiés par le Conseil canadien des normes.

L'interrogation de banques de données informatisées est possible pour la plupart des collections

de normes, ce qui permet entre autres l'interrogation simultanée de plusieurs collections de normes à jour. La liste des banques de données sur les normes est publiée dans le *Directory of Online databases*. On peut interroger par exemple DITR et INSTAND (deux banques issues du Deutsches Informationszentrum für technische Regeln) pour les normes DIN; Military & Federal Specifications & Standards sur serveur BRS concernant les normes militaires américaines; BSI Standardline pour les normes britanniques; ou encore Noriane (normes françaises) et ainsi de suite.

Les catalogues, publiés par les organismes de normalisation sont un outil indispensable dans le repérage des normes. Bien que chaque catalogue ait son propre format, ses propres rubriques et son propre classement, il y a toujours deux accès principaux: par numéro et par sujet. Les normes sont classées dans la section numérique soit par ordre chronologique comme dans le cas des normes ISO, BSI, soit par classes, groupes et sous-groupes (AFNOR, ISO). Les normes sont rarement publiées par numéro séquentiel. Plusieurs organismes ont adopté une numérotation alpha-numérique plutôt que simplement numérique comme l'ISO. L'accès sujet est par mot-clé tiré des titres de normes, sous forme de vocabulaire contrôlé ou par descripteurs libres. L'identification d'une norme à partir du numéro seulement est ardue sans l'aide du *Directory of engineering sources* car on ne peut autrement reconnaître l'organisme émetteur.

3.1 Supports

Les normes sont publiées de façon individuelle sur papier et en manuel qui regroupent plusieurs normes d'un même sujet. On se les procure aussi sur microformes ainsi que sur supports magnétiques (vidéodisques).

3.1.1 Avantages et désavantages

- Collection sur papier
permet de conserver les normes périmées mais utilise beaucoup d'espace. On reçoit les révisions de normes dès leur parution.
- Recueils de normes
très pratique lorsque notre champ d'action couvre quelques sujets seulement; il n'est donc pas nécessaire d'acquérir une collection complète de normes, à grands frais. La mise à jour ne se fait pas régulièrement car on doit attendre une nouvelle édition du recueil.
- Microformes
les microfilms et microfiches offrent l'avantage de grouper l'ensemble d'une collection de normes de même organisme dans très peu d'espace. Les mises à jour ne sont pas aussi fréquentes que pour les collections sur papier mais elles sont régulières. Malheureusement, la plupart des fournisseurs exigent que les versions antérieures soient retournées.
- Supports magnétiques
le vidéodisque est une formule intéressante côté stockage et gain d'espace mais nécessite un appareillage coûteux en plus d'empêcher des mises à jour ou des ajouts instantanés. Les normes du British Standards Institution (BSI) sont actuellement les seules disponibles sur vidéodisque.

3.2 Classement et traitement

Une norme peut être mise à jour, annulée ou remplacée par une autre qui ne portera pas le même numéro et qui sera approuvée par un autre organisme, ce qui est très fréquent dans le cas des normes ANSI. On entrevoit déjà des problèmes de classement.

Il est recommandé de ne pas classer une collection de normes mais de classer plutôt les normes individuelles par organisme et dans le même ordre que celui indiqué dans leur catalogue, ce que recommande d'ailleurs l'ISO. Le repérage est moins complexe surtout si la numérotation d'une norme a changé depuis la dernière approbation, à moins de disposer d'un système de catalogue informatisé.

3.3 Élagage

Doit-on conserver toutes les normes périmées ou seulement l'édition la plus récente? Il n'y a pas de recette miracle, à moins de disposer de personnel et de beaucoup d'espace de rangement pour conserver les éditions périmées, y compris les mises à jour périmées. Les normes réfèrent souvent à des éditions antérieures ou encore un utilisateur est intéressé à connaître l'évolution d'une norme ou bien les normes serviront de preuve en cas de litige; toutes ces situations se présentent lorsqu'on possède une collection de normes.

Plusieurs facteurs contribuent à singulariser les normes: le caractère technique de ce type de document, la diffusion limitée, le prix élevé, les droits d'auteur à respecter donc photocopie interdite. Peu de centres de documentation acquièrent des collections complètes de normes, ce qui en rend l'accès plus difficile. Chose certaine, une liste exhaustive des collections de normes disséminées dans les centres québécois de documentation privés ou publics serait bienvenue.

On ne peut nier l'importance des normes et de la normalisation; on n'a qu'à penser aux problèmes auxquels devra faire face l'Europe de 1992: neuf langues officielles, des organismes de normalisation dans chacun des pays, des systèmes fiscaux et bancaires différents. Existe-t'il une solution? Oui, la normalisation.

BIBLIOGRAPHIE

- Accès à l'information normative: comment se renseigner ou être informé sur les normes et les règlements techniques à travers le monde, 1986.* Genève: ISO, 1986.
- Batik, Albert L. 1989. *A guide to standards.* Ottawa: Conseil canadien des normes, 1989.
- Blaizot, Yves. 1987. Organismes nationaux et internationaux de normalisation et de certification. In: *Les techniques de l'ingénieur.* Paris: 1987.
- Catalogue, normes nationales du Canada.* 1989. Ottawa: Conseil canadien des normes, 1989.
- Certification: le sens de la marque. 1984. *Consensus*, (janvier 1984), pp.4-6.
- Directory of engineering document sources.* 1986. Santa Ana, California: Global Engineering Documents, 1986.
- Directory of online databases.* 1989. New York: Cuadra/Elsevier, 1989.
- Enjeux.* No. 94 (octobre/novembre 1988), p. 51
- Hagen, Norm A. (s.d.). *Manuel d'accès à l'information sur les normes au Canada.* Ottawa: Conseil canadien des normes, s.d.
- Kwic index of international standards.* 1989. Genève: ISO, CEI, 1989.
- Leggett, Robert F. 1970. *Les normes au Canada.* Ottawa: Conseil économique du Canada/Conseil des sciences du Canada, 1970.
- Mise en application nationale des normes européennes.* Bruxelles: Comité européen de normalisation. annuel.
- Normalisation et documentation: introduction pour documentalistes et bibliothécaires.* 1983. Genève: ISO, 1983.
- Répertoire des normes.* 1989. Ottawa: Conseil canadien des normes, 1989.
- Report series codes dictionary.* Eleanor J. Aronson, ed. 1986. Detroit, Michigan: Gale Research Co., 1986.
- Robitaille, Louis-Bernard. 1989. L'empire Europe s'en vient. *L'Actualité.* Vol. 14, no. 2 (février 1989), pp.37-42.
- Sanders, T.R.B., éd (s.d.) *Objectifs et principes de la normalisation.* Genève: ISO, s.d.
- Woodward, C. Douglas, éd. 1965. *Standards for industry.* London: Heinemann, 1965. □

Argus est saisi et mis en page par:

Créations VMC Enr.

(514) 447-5640

Information in Patents: Fast, Early and Clear

Thomas Virany, P. Eng.

*Conseiller, Services de promotion et conseil
Information et exploitation de la technologie
Direction générale de la propriété intellectuelle
Ministère de la Consommation et des Corporations*

The Canadian Patent Office has been mandated to become more «user-friendly» and to speed its wealth of information to the Canadian public, particularly to small and medium businesses and to research organizations. A new Patent Act, far beyond the widely publicized drug provisions, will ensure early filing, early publication and wide dissemination of new technology of Canadian, as well as foreign origin. The changes should go a long way towards preventing researchers from re-inventing the wheel.

Le Bureau Canadien des brevets a reçu pour mandat d'améliorer la convivialité et la rapidité de dissémination de l'importante masse d'information qu'il diffuse auprès du public canadien et en particulier auprès de la PME et des organismes de recherche. La nouvelle loi sur les brevets, bien au-delà des clauses relatives à l'industrie pharmaceutique qui ont été largement publicisées, assurera un enregistrement accéléré, une publication rapide ainsi qu'une large diffusion des nouvelles technologies tant canadiennes qu'étrangères. Ces modifications devraient avoir des effets allant beaucoup plus loin que la simple prévention de la répétition de l'invention de la roue.

THE CANADIAN PATENT SYSTEM

The Canadian patent system is undergoing its most wrenching transformation in its 200-year-history and nobody working with scientific or technological information can afford to ignore it.

For the first century the patent system had an attitude of «let the public beware». Some sixteen years ago feeble, but slowly-growing attempts were begun to help information in the patent system flow towards the consumers of information -- the searchers, designers, inventors, investors, or just plain dreamers. The programme was successful, and as all successful programmes, it began to grow on itself.

This year Parliament has passed an amendment that amounts to a fundamentally new act. Nobody with any interest in technological information can ignore it. The

new Patent Act has taken an entirely new thrust. It is written to move technological information to its consumers as rapidly as possible. One of the world's slowest patent systems has joined the fastest ones.

Information until now could be kept by inventors or their assignees from the public without any risk to them for some time; the odd invention, like the automatic choke, stayed in administrative secrecy here for decades.

There was no push to make things public and there was no rush usually to get patents issued. After all, the sooner they were issued, the sooner they expired; and if nobody else was entering the market, why get the patent so soon?

As for the threat that someone else would apply for a patent on the same thing -- they could always be caught and beaten in

the Patent Office in what was called a «conflict» procedure, in which the earlier inventor proved that he thought of the thing first and therefore he should get the patent. So, there was no need even to file an application early.

No more. The first one to the Patent Office wins, and his invention, instead of staying secret until issue, will get published 18 months after filing unless it is withdrawn, whether a patent will ever issue on it or not. And in a fast-changing world, who can afford to ignore a technological improvement available to everyone?

There are now well over 25 million patents in the world, rapidly heading for 30 million. Of these, some 1.4 million are Canadian patents; but all are available to Canadians in one form or another and the technology in them is being used not only by Canadians, but by all others, as well.

Any researcher, designer or inventor knows that it is best to attack a problem with all the available knowledge at hand. In almost any active field, some work has already been done somewhere. And while there is room left innovation, one might as well pick it up at the point of the latest development in the field. Who knows? There may already be a solution elsewhere to a problem newly discovered here. And that solution may exist in a foreign patent without it posing any restriction here.

Of course, the 25 to 30 million patents do not represent as many different inventions. Many, if not most inventors or «applicants» apply for patent protection in numerous countries on just one invention. However, there are four-and-a-half million U.S. pa-

tents, each representing a different invention and there are applicants who for one reason or another get patents only outside the U.S.

And while Canada has only issued a quarter of the number of U.S. patents so far, searchers can get at all of the world's patents through the facilities of the Canadian Patent Office.

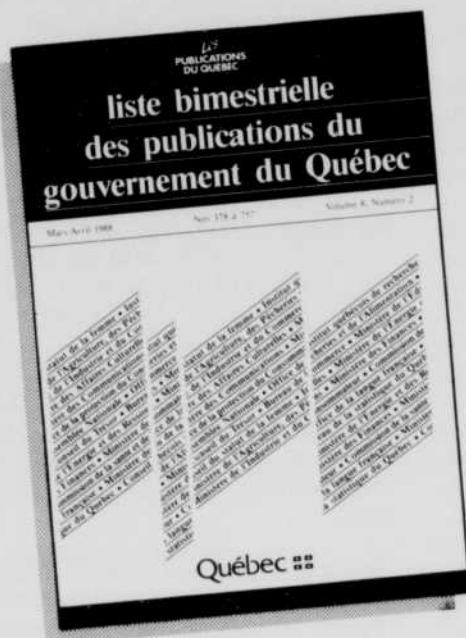
In fact, one of the foremost goals of the Office has become the dissemination to Canadians the technology «disclosed» in patents; and, with the passage of the New Act, that in applications, as well.

Information dissemination is the johnny-come-lately of the patent business. The motive of the state to give out industrial monopolies was industrialization and, to some

extent, it still is. Only, since the industrial revolution, the world has gone to a system of limiting the monopoly to something like 17 years and has required disclosure. And disclosure has come to mean a requirement that inventions had to be explained so clearly that others had to be able to «practice» the invention, too.

Some say that inventors are rewarded with the monopoly for their contribution and for their disclosure; certainly, a patent monopoly can be a great reward. Let's face it, it can make people rich.

In exchange, however, the state wants technological progress and if that has to come from abroad, our interest is not only industrialization, but transferring the technology to Canadians, as well.



UN BIMESTRIEL ESSENTIEL

pour votre bibliothèque

Liste bimestrielle
des publications
du gouvernement
du Québec

Abonnement d'un an,
6 numéros, la liste annuelle
des périodiques et un index pour **30 \$.**

Abonnement de 2 ans **50 \$.**

Commande postale
Les Publications du Québec
Service à la clientèle-Abonnements
7, chemin Bates
Outremont (Québec)
H2V 1A6
Tél. : (514) 270-7172
(Sans frais) 1 800 361-1648



Québec

According to the National Research Council, Canadians are responsible for only about two per cent of the world's evolving technology. The bulk comes from the U.S., Japan, Germany and other highly industrialized countries. Their technology comes to Canada primarily via the Canadian Patent system. Some 30,000 patent applications are filed in Canada each year and 94 per cent of all our grants are to foreigners.

Patent Office staff believe they are sitting on the most comprehensive and best classified technological information; studies also show that technological information tends to show up in patents first, before publication in trade or scientific journals, provided, of course, that the information is related to patentable material.

A study done some years ago in the U.S. showed that 70 per cent of the material disclosed in patents didn't show up anywhere else for five years. Hollerith's punched card, for example, on which a patent issued in 1889, was not described in any other publication until 1914, 25 years later.

THE PATENT CLASSIFICATION SYSTEM

The patent classification system used in this country is a highly pragmatic system, not like the Dewey-decimal system known to librarians. Furthermore, it is one that is known well only to creators or long-time users and it is organized not according to general subject matter. It is organized to enable patent searchers, mostly agents and examiners, to find «inventions». The reason for this is that the classification system was set up not only to make it possible to find the general content of patents, but to make sure that the specific statement of invention, the so-called claims, be

searchable. Agents and examiners often have to make «infringement» searches. These are different from art or patentability searches.

In an art search or patentability search, the question is whether anything like what the applicants, or searchers are looking for, has ever been «described».

In an infringement search, however, the question is whether what is being searched has ever been patented.

And since the Canadian Patent Office, like other offices, had to provide this facility, it had to classify its patents accordingly.

For example: if an inventor thought he invented a better mousetrap, he wrote his application that way. During the prosecution, however, what might have become obvious was that what he really invented was a better spring and his patent would eventually likely be classified with springs.

With the new emphasis on information and with the availability of computer-based searching, this classification has become a smaller point.

The patent can likely be found by searches directed either towards springs or towards mousetraps. Last but not least, information in patents is clear.

PATENT EXAMINATION

There are two reasons for this. First, applications are examined by experts, the examiners. And, while they are mostly graduate engineers from all over the world, they also, during their careers, become the worst sticklers for clarity, in French and in English, any language teacher could dream up.

Secondly, there is a tremendous penalty to be paid by patentees

for lack of clarity or incompleteness; a patent that can not be understood is invalid. It's as simple as that.

About a million patents are published in the world each year, on about 300,000 to 400,000 inventions. Some are merely «end-of-the-line» improvements; but many are important, pioneer inventions that open up whole new fields in technology. Electronics, for example, started with a patent on a vacuum tube.

Patents are documents that run from two or three pages to hundreds. The information in them, however, is always organized in the same pattern. The bibliographic information is followed by an abstract, then a complete disclosure with drawings if they are of help, and the patent ends up with the «claims», the sentences that define the invention. Claims are not for the layman. They are single, long sentences, some running five pages in length.

The rest of the information in patents, however, is understandable by those who can understand the subject matter, certainly by any person skilled in a field in which he or she is reading a patent.

PIE: Patent Information Exploitation Program

In 1983 the Canadian Patent Office was given a new objective, that of making the mountains of information in its custody more easily available to business and to research organizations. In response, the Office developed its Patent Information Exploitation program.

The PIE program set itself the task of improving technical intelligence, providing an expert interface, making patent information more accessible and increasing public awareness.

Under the program, the Office has developed a network of «intermediaries» across Canada, from whom it accepts requests, made by certain members of the public, for state-of-the-art searches. The searches vary in complexity, from «Technical Information Searches» to «Technology Assessment and Forecasting Searches». The Office does not charge for this service; some intermediaries, however, do tack on a small fee.

Among the goals of the program is a greater reliance by research and development organizations on searches of the patent literature. One of the nightmares of research and development is spending money and effort only to come up with something others have already developed and there are some terrible examples of this. One is the vertical windmill, developed by the National Research Council, which, a patent search showed after all the work was done in Canada, had been invented in France some 50 years earlier. There are others.

Some \$8.3 billion is spent each year in Canada on research and it is generally believed that about ten per cent of this involves work that has already been done.

The state-of-the-art searches can, before a lot of money is spent, show what research is not needed.

Researchers must understand that these searches are not patentability searches. The difference is a technicality, but an important one. Patentability searches can only be done when an invention can be «defined». And without claims, there is no definition. That, however, does not prevent the Patent Office from doing good state-of-the-art searches, done by examiners, those people, who spend their lives as specialists in one or more of the 350 classes into which the Canadian Patent system is divided.

READ UP ON IT is the National Library of Canada's annual campaign to promote Canadian books and reading.

The Canadian Children's Book Centre and Communication Jeunesse have provided the National Library of Canada with their exclusive annual lists of selected titles, *Our Choice* and *Abracadabra*. These lists are selected by peer juries from books published throughout Canada.

By providing school librarians with a free copy of these publications, the National Library of Canada and its partners hope that students and their parents will become more aware of the importance of Canada's published heritage. More information on **READ UP ON IT** can be obtained by writing to the National Library of Canada at the following address:

Richard Carver
Coordinator, **READ UP ON IT**
National Library of Canada
395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4



LISEZ SUR LE SUJET est la campagne annuelle de la Bibliothèque nationale du Canada qui vise à promouvoir les livres canadiens et la lecture.

Communication Jeunesse et le Canadian Children's Book Centre ont fourni à la Bibliothèque nationale du Canada leurs listes annuelles d'ouvrages choisis: *Abracadabra* et *Our Choice*. Ces listes sont dressées par des jurys de pairs qui choisissent parmi les livres publiés dans toutes les régions du Canada.

En fournissant aux bibliothécaires chargés d'une bibliothèque scolaire un exemplaire gratuit de ces publications, la Bibliothèque nationale du Canada et ses associés espèrent que les élèves et leurs parents deviendront plus conscients de l'importance du patrimoine canadien de l'édition.

On peut obtenir plus de renseignements sur **LISEZ SUR LE SUJET** en écrivant à la Bibliothèque nationale du Canada à l'adresse suivante:

Richard Carver
Coordonnateur, **LISEZ SUR LE SUJET**
Bibliothèque nationale du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4



National Library
of Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Canada

Searches done by the Patent Office's examiners can not only show the state-of-the-art in specified fields and reveal sources of new products suspected of having been developed; they can also give a hint as to what the

competition is doing at home or abroad and the direction and pace research in a field is taking.

All are important to engineers and scientists active in the development of new products.

THE NEW PATENT ACT

The New Patent Act, fully in effect since October 1, 1989, makes these services even more urgently and widely needed.

The patent literature has, for the first time in Canada, become available not only 18 months after filing, but an enormous new incentive will make most inventors file much earlier. Until now, under the old first-to-invent system, what mattered between competing inventors was which one had actually gotten somewhere in his laboratory or basement. Under the New Act the first one to file his application will be the winner. And while the difference in who get patents may not be all that great, nobody can afford to sit back any longer.

PATENT SEARCH AND RETRIEVAL

The patent business in Canada has just heated up. Actually, the patent business has been speeding for some time. A number of new searching avenues have opened up. The most important ones are the new electronic patent databases (e.g. WPI/L, JAPIO, etc.) which have enabled searchers to look for patents according to many different criteria and find them in a matter of minutes. The searching of these databases requires the kind of expertise that the Patent Office's professional staff has.

Computerized searching, in fact, has to some extent already replaced the traditional manual kind, although the electronic way has by no means come into its own. Nevertheless, the Canadian Patent Office is planning to turn itself into a «paperless» office as soon as its resources permit.

Computer searching is ideal for the kind of state-of-the-art searching most researchers want to do. A few words fed into an electronic database cause a «drop» of the

most pertinent patents, irrespective of their classification. What is not yet in sight, however, is a machine search for patent infringement. Patent agents, for this reason, need not fear being replaced by automation.

Computer searching for patents is best done by people who are used to doing it. However, librarians can be enormously useful to searchers trying to do searches in public libraries.

The Patent Office places some of its literature in public libraries. This includes the **subject matter index**, the **class schedules** and the **class listings**, on microfilm. The **class listings** are lists of patents in specific search fields and may be used in conjunction with the **Patent Office Record** to do a preliminary patent search.

There are some problems. The **class listings**, for example, contain patents issued only to the end of April, 1988. Search tool instructions, with each library, explain how to search patents issued after this date.

Libraries which have this information also have the patent abstracts on microfiche after April 1976; the abstracts were at that point removed from the **Patent Office Record**.

In Quebec, there are two places where the patent literature can be searched. The Patent Office itself is in Hull; the Patent Office maintains a full, classified set of patents available to the public, on a moment's notice. Classification experts and examiners are available to the public; only the examiners ask for advance appointments; classifiers, by and large, are available anytime during business hours.

The other place where patents can be searched in Quebec is the Physical Sciences and Engineering Library at McGill University.

Librarians ought to realize that they can help even those searchers for whom a library search is not good enough, by redirecting them to one of the «intermediaries» who have working arrangements with the Patent Office. The intermediaries, in turn, can ask the Patent Office to do a search. The Office usually completes such searches in three to four weeks.

The following is a list of these intermediaries in Quebec:

Centre de Recherche Industrielle
du Québec
8475, rue Christophe-Colomb
Montréal, H2P 2X1
(514) 383-1550

Centre Spécialisé en Technologie
Minérale
Collège de la région de l'amiante
671, boulevard Smith Sud
Thetford-Mines, G6G 1N1
(418) 338-8591

Agence Québécoise de Valorisation
Industrielle de la Recherche
Montréal, H2W 2P4
(514) 873-3395

Centre Canadien d'Innovation
Industrielle/Montréal
6600, Côte-des-Neiges
Montréal, H3S 2A9
(514) 737-9883

Centre Spécialisé de Technologie
Physique
CEGEP de la Pocatière
La Pocatière, G0R 1Z0
(418) 856-1525

Université du Québec à Chicoutimi
Bibliothèque Centrale
(3-642)
555, boul. de l'Université
Chicoutimi, G7H 2B1
(418) 545-5011

École Polytechnique de Montréal
Université de Montréal
Montréal, H3C 3A7
(514) 340-4213

L'Institut National d'Optique
369, rue Franquet
Sainte-Foy, G1V 4C5
(418) 657-7006

Centre de Recherche Concave
Université Concordia
1455, boul. de Maisonneuve ouest
Montréal, H3G 1M8
(514) 848-7930 □

Best-Seller



Faites la lumière autour de vous!

La gestion d'une bibliothèque est si complexe qu'elle peut obscurcir les idées, même du plus grand maître en bibliothéconomie. **Best-Seller** est là pour vous aider à faire la lumière autour de vous... et à éclairer vos usagers!

Best-Seller est un système informatisé pour la gestion complète des bibliothèques. Qu'il s'agisse du catalogage, du prêt et de la réservation, des acquisitions, des périodiques, du catalogue d'accès public ou des succursales, **Best-Seller** vous permet d'accéder rapidement à l'information recherchée, peu importe le volume des données emmagasinées.

Best-Seller permet la recherche booléenne dans tous les modules, ainsi que la recherche par troncature et par intervalle. Il valide vos entrées à partir de fichiers de contrôle d'autorités.

Best-Seller est facile à utiliser. Il vous propose des menus simples auxquels vous accédez par des clés de fonction

clairement identifiées. Même au milieu d'un écran de saisie, **Best-Seller** vous permet de passer aisément d'un module à l'autre. De plus, il s'utilise sans syntaxe ou langage spécifique, et il ne requiert pas la présence d'un analyste pour son entretien.

Best-Seller a été développé avec un langage de 4^{ième} génération très puissant. Cette caractéristique unique lui procure une rapidité et une force sans pareilles dans le traitement de l'information. De plus, cela permet de modifier et de développer des modules beaucoup plus rapidement que ne le permettent les logiciels des concurrents. Cela constitue pour vous un avantage appréciable.

Best-Seller a la solution à tous vos besoins. Alors, que vous soyez le maître d'une bibliothèque publique, gouvernementale, académique, médicale ou spécialisée, écrivez-nous sans tarder. Il nous fera plaisir... de vous éclairer!

info|centre

3300 Côte Vertu, Suite 303
St-Laurent, Québec H4R 2B8
Tel: (514) 337-5007
Fax: (514) 337-7629

Commonsense Strategies to Win Principals' Support of the New Roles of the School Media Specialist *

Betty J. Morris, Ph.D.

Associate Professor, Palmer School of Library and Information Science,
Long Island University

Have you heard of the book title, *You Are What You Eat*? I may be a pickled orange tuna because I like tuna and pickles and oranges. You may be a ham on rye, or green eggs and ham, or a boiled egg. As school media specialists we are what we say we are. If we say that we are overworked, or excellent or wonderful -- WE ARE WHAT WE SAY WE ARE by how we act and what we say. That is true of our jobs as school media specialists. If we say that we are doing a good job and show it by our actions, then principals believe us. A recent study by Alice Naylor and Kenneth Jenkins (1988) found that «principals learn chiefly by observation of the school media specialist and by listening to what the school media specialist reports».

New roles have been defined for school library media specialists in *Information Power* (1988) and the profile for the profession becomes clearer; however, to gain the acceptance of other educational professionals, namely the principal, requires the development of strategies to win their support of the roles. Hauck and Shieman (1985) describe how new roles can become acceptable to principals:

As soon as members of a profession are able to define their roles, their pro-

file becomes clearer and other people...with whom they come in contact are more likely to accept them in the roles they have adopted (p. 39).

School media specialists are about to experience their heyday in the profession. The stereotypical librarian image as the keeper of the books is gone. Other images are beginning to emerge in which the role of the school media specialist is that of an instructional consultant, a teacher, and an information specialist. The new roles are the ones by which we want to be remembered. The key to realizing those dreams of the changed image lie in how well we, as media specialists, are able to report our successes to our principals and to show by our actions that what we are doing is providing excellent library service in the new roles.

Sure, that sounds like a good idea, but how do you develop strategies to win the principal's support? A commonsense approach to winning the principal's support can be found in an analogy of the planting of sunflower seeds. If you have a bag of sunflower seeds which you wish to plant, eventually you will have sunflowers in your garden. A great deal depends on how you plant the seeds as to what you get. First, you prepare the soil and when you have done the groundwork just right, then the seeds will be planted. If you

sprinkle the seed around on the top of the soil, the birds will eat them and you will not reap much of a reward for your efforts. If you plant the seeds too deep, you will have a sparse crop. The trick is to plant seeds that will produce the results you want -- beautiful sunflowers.

Just as the seeds for the sunflower must be planted correctly to get results, the same type of strategies to win principal's support of your school media program must be used. You plant little seeds of information and little seeds of action which will draw attention to you as a library media specialist and your school media center program.

To make certain that the seeds are not planted in poor soil or planted on a deaf ears, you must, first, demonstrate to the principal a willingness to move the library program past the traditional roles of collection management, reading guidance and promotion of literature, and reference and information services to a more proactive library media program in which you assume the new roles as information specialist, teacher, and educational consultant. This requires you to be the initiator of the programs you want to see developed.

First, you prepare your soil just right by being enthusiastic about your beliefs of what you can do for students, teachers, administrators and parents. Your en-

* Texte de la conférence réalisée dans le cadre du 20^e Congrès annuel tenu au Château Mont Ste-Anne à Beauré (25-28 mai 1989).

thusiasm has to show if you are to realize your dream for the library media center. Think for a moment about a person that you consider to be successful. What is the one ingredient that makes that person successful? Enthusiasm is the key word to that success.

Once you have prepared your soil with enthusiasm, you are ready to start planting the seeds of information and action. The first seed you will need to plant is communication. A principal needs to know what you are doing and your future plans. Communicate in every way possible: Write memos about what you are doing, give progress reports, use the grapevine in the school to tell how well you are doing. The grapevine is probably one of your most effective tools for getting the principal information of how well you are doing through others. Make friends with the grapevine leaders and show them your capabilities as a teacher, as an instructional consultant, and as an information specialist. «No one can completely control the grapevine... but (you) can learn to cultivate, fertilize, and prune it and to harvest its fruits» (Rauschenberg, 1988, p. 330). Write monthly and annual reports in which you make an appointment to discuss the reports with the principal so you can highlight your successes and give your ideas of the kind of program you would like to see implemented. According to a study by Karen Edwards (1989), «formal reports to principals appear to be quite important in the communication process.» (p. 31). At this time, talk to the principal about the goals and objectives you have planned for the following year and for five years down the road. This is a good time to talk to the principal about the budget for the next year. The budget should be directly related to your goals and objectives as defined by your school and district. It will be harder for a principal to cut funds which cause a direct impact on a

program than to cut two thousand dollars for library books (Staino, 1989).

The second seed that you will plant is the seed of commitment - a commitment to develop a program in which you demonstrate the new roles of the school library media specialist as the teacher, the information specialist, and the instructional consultant. You must show the principal that not only are you a cooperating partner in the educational program but that you also have a plan of action which will move the instructional program into a critical thinking mode (School Librarian's Workout Book, 1984).

Invite the principal to be an observer as you perform your new roles. When you are doing something of merit, invite the principal to be there to see you in action. Some examples of possible actions might be: 1) conducting material/selection production workshops or computer training workshops for teachers, 2) demonstrating the use of computers with teachers in the classroom, 3) publicizing a willingness to work with teachers for instructional units through newsletters, notices on the faculty lounge bulletin board or announcements at faculty meetings, and 4) developing a professional collection that fosters instructional design strategies such as needs assessment, learner analysis, test construction, and evaluation (Turner & Naumer, 1983). Make certain that the principal is aware of all of these activities. Provide copies of newsletters and extend an invitation to participate in the workshops. Keep the lines of communication open for any new activities to show your commitment to a strong school library media program that is proactive rather than reactive.

The third seed is to develop partnerships with those people directly involved in the services

provided by the school media center and who have a stake in its contribution to the education program (Kulleseid, 1989).

...All members of the educational community, including teachers, principals, students and library media specialists, become partners in a shared goal -- providing successful learning experience for all students (*Information Power*, 1988, p. 21).

Get the principal involved in participating in your new roles by explaining how you could work with teachers to team teach certain units with the teacher which require research skills within the curriculum.

Working with administrators, teachers, students, and parents, the media specialist converts resources...into services that meet the unique needs of the school and the curriculum (Barron, 1987, p. 97).

From this partnership, you can convince the principal that the library media specialist is a member of the educational team. (Barron, 1987). The principal and the school media specialist are the only two people who have a «wide-angle view of the school's instructional program». Both of them must deal effectively with the entire school faculty and staff on a daily basis (Pennock, 1988, p. 119). This is an excellent beginning point for a productive partnership between the principal and the school media specialist.

Since the library media specialist is presumed an expert in the functions of the library media program and the principal is presumed expert in the organization and operation of the school's total pro-

gram, sharing of professional knowledge and control seems appropriate (Naylor and Jenkins, 1988, p. 239).

The fourth seed that you must plant is leadership. One of the main areas where leadership is crucial is in the planning for the new roles (Whitney, 1988; Patrick, 1988). It is the seed of leadership that will be the impetus to implement the three new roles of information specialist, teacher and instructional consultant.

Information Specialist

As an information specialist, you should be a leader that is knowledgeable of the current trends, technology and philosophy of school library media centers. Within that role, you must offer your expertise in the integration of the library media center to all aspects of the curriculum. There might be times that you might be rejected but continue to be your own advocate until you have proven yourself to be an indispensable member of the instructional team. You can not stand back and take «a wait and see» or «I can not do anything about it» attitude. Instead, you must take a proactive role by leading the way to solving problems and providing research which will support the claim that the new roles will make a difference in the educational program (Staino, 1989). You must reach out to users, promote services and the collection, and become more actively involved in the research process and the use of information (Eisenberg, 1987). In anything you do, keep the principal informed but show your leadership capabilities by initiating programs with teachers, students and the principal which involves everyone in the learning process.

Develop a network with other teachers in your school who share a common educational philosophy that the library media center is an integral part of the instructional

process and solicit their support. This is where the grapevine (Rauchenberg, 1988) network can be useful to you if you get these faculty members to voice a support for the school library media program to the principal.

Involvement in professional organizations whether regional, state and national can provide another type of supportive network and the opportunity for professional sharing. (Staino, 1989). As media specialists, you need to form networks for sharing of information outside the walls of your media center. If you are to be successful in sharing outside resources, the principal must realize the reasons you have for wanting to do this. If you have worked to build a partnership with the principal, the support will be there both financially and professionally for you to share resources outside the school library media center.

Teacher

As a teacher of information skills, the role of the library media specialist has expanded and represents an example of the movement from the passive role to the active role. The teaching role is one which is a far reaching extension of the reference and information services. The library media specialist anticipates what will be needed to do research and provides training in using information skills before the need for them arises. Leadership is taken to provide the direct teaching of library and information skills to students as an important component of action reference and information service. «In this capacity, the library media specialist is a teacher with an established curricular agenda, teaching objectives, and planned lessons» (Eisenberg, 1987, p. 2).

The teacher role, then, is responsible for defining an information skills curriculum and modelling effective teaching behaviors

in instructing students, colleagues, and parents... This (teaching) role allows school library media specialists to model behavior in teaching information skills they want their colleagues to emulate in teaching science, social studies, and other content. If the school media specialists cannot teach their content expertise -- information skills -- to students effectively, they should not expect to be accepted by (teaching) colleagues as consultants in the teaching and learning process and curriculum development (Walker, 1988, p. 22).

Teaching is the most crucial role of the school media specialist. The perception of the school media specialist by teachers and principals is crucial to the future of the school media specialist as a professional in the educational consultant role. The teaching-management role, which instructs students, fellow teachers and the principal in the search and information utilization skills sets the school media specialist as the critical center of the instructional process (Callison, 1986).

Educational Consultant

The principal should be made aware of the educational consultant role of the school media specialist by the school library media specialist's example and leadership. The traditional collection role has been expanded to include the promotion of the use of the collection beyond the library media center walls.

The...instructional consultant role centers on advising other teachers on designing curriculum and developing instructional strategies. This role, as critical as the teaching

role, determines whether or not information skills are taught in isolation or integrated with other content areas. How effectively a school library media specialist fulfills this role can also influence

scheduling policies and practices within a building (Walker 1988, p. 22).

The expanded role includes consultation with teachers on instructional resources and on promotional activities including

presentations to classes, team teaching with teachers, book talks, bibliographies and resource lists. The materials in the collection has grown to include a wide range of materials, print and non-print in «a unified media center concept» (Eisenberg, 1987, p. 3).

CANEBSCO un service d'abonnement au Québec ...et dans le monde entier.

CANEBSCO vise l'excellence dans les services offerts aux bibliothèques pour la gestion de leurs périodiques. C'est pourquoi:

- Nous avons créé et maintenons à jour une banque de données de plus de 200,000 périodiques, magazines, séries irrégulières, annuels et envois d'offices publiés dans le monde entier.
- Nous avons développé EBSCONET® un service d'abonnement en ligne reliant les bibliothèques avec notre banque de données.
- Nous avons développé des passerelles avec la plupart des systèmes intégrés en usage dans les bibliothèques.
- Nous opérons un réseau de 25 centres de traitement dans 15 pays et sur les 5 continents.
- Nous opérons un centre de traitement local pourvu de personnel formé pour comprendre et satisfaire vos besoins personnels.
- Nous vous offrons l'expertise d'une compagnie internationale jouissant d'une solide réputation.

CANEBSCO propose aux clients du Québec le service le plus complet et le plus pertinent pour une gestion efficace de leurs périodiques.

La compétence et la réputation CANEBSCO à votre service.

LES SERVICES D'ABONNEMENT

CANEBSCO

Six Boul. Desaulniers, Suite 308
St. Lambert, Québec J4P 1L3
(514) 672-5878
Ligne directe pour Québec:
(800) 361-7322

Beyond simply providing materials, library media specialists are increasingly involved with the question of how materials are used, by whom, and for what purpose. In addition to knowing materials, library media specialist must be aware of curriculum, teaching methods, design consideration and evaluation. Media specialists' competence related to instructional design both parallel and overlap the curriculum support role (Eisenberg, 1987, p. 3).

In the role as educational consultant, library media specialists must be involved with teaching-learning strategies, instructional media and recommendations about the most appropriate media to attain stated objectives. The role is expanding from «study hall monitor to curriculum designer» (Craver, 1986, p. 190). When a principal observes the more interactive role of the school media specialist reaching out to develop teaching partnerships in the instructional program, support is likely to be more professionally sound.

Also in the role as educational consultant is computer literacy which requires a knowledge of the availability of online information utilities, microcomputer databases, and CD-ROM's which require library media specialists to use materials and instruct faculty and students in the use of computer-based information sources. (Eisenberg, 1987).

Once all the seeds have been planted, the school media specialist should continue to plant seeds of information and action in any format that is needed to win the principal's support. *Information Power* (1988) identified guidelines for fulfilling the roles and responsibilities in each of the three new roles of the library media specialist:

Information Specialist

- 1) Resources are made available through access to collections within and outside the school.
- 2) Computers are utilized as retrieval systems for library collections.
- 3) Flexible scheduling of the media center allows students and teachers access to the media specialist throughout the school day.
- 4) Access to information is free.
- 5) Library users are informed of all new materials, equipment and services that meet their information needs.
- 6) Access to information for students at remote sites is provided.
- 7) Assistance is provided to identify, locate, and interpret information inside and outside media center.

Teacher

- 1) Information skills curriculum is taught «as an integral part of the content and objectives of the school's curriculum» (39).
- 2) Information skills instruction includes the accessing, evaluating, and communicating of information as well as the production of media.
- 3) School media specialists and teachers cooperatively plan, teach, and evaluate instruction.
- 4) Programs to use technology to access information beyond the library media center walls is encouraged.
- 5) Teachers and other adults are offered instructional assistance in the effective use and production of newer media and technologies.

Instructional Consultant

- 1) Library media specialists are actively involved in curriculum development activities at all levels.
- 2) Library media specialists offer expertise in integrating classroom activities and information skills in the curriculum content areas by providing leadership in team teaching efforts.
- 3) School media specialists help teachers to improve instructional activities in the classroom curriculum.
- 4) Leadership is provided by the school media specialist in integrating instructional technology in all aspects of the learning activities.
- 5) The school media specialist serves as an advocate for critical thinking skills beyond the classroom and the textbook. The guidelines offer a more people-oriented approach for planning, implementing and evaluating programs. Partnerships are formed at the building level rather than top-down leadership models. The major focus is on the professional interpersonal relationships and collaborative decision-making by those people who are directly involved in the school media center services.

School media specialists should assume the following responsibilities in winning the principal's support:

- 1) To be competent and knowledgeable about their field.
- 2) To be informed of the political realities of their own situation.
- 3) To be motivated and committed to promote goals.
- 4) To be visible and audible.
- 5) To be proactive communicators.

- 6) To be adaptable and flexible to expand roles.
- 7) To be pragmatic - to have the ability to accommodate the objectives within the working realities of the school setting.
- 8) To assume informal leadership roles to gain respect of teachers and administrators.
- 9) To cooperate rather than compete - to see the media program as a part of a learning network that extends beyond the media center's walls.
- 10) To reach out as a proactive initiator - seeking out principals, teachers and students to promote media services (Kulleseid, 1989).
- 11) To offer to provide the principal with reference and research services whenever needed (Cramer, 1986).

The relationship between the school media specialist and the principal is of great significance. It is that relationship upon which the entire instructional program of the school hinges (Hamilton, 1983). According to Karen Edward's (1989) research regarding principal's perceptions of librarians, it is the school media specialists who are responsible for the principals' perception of us:

The only way to change these perceptions, if indeed some need to be reversed, is to effect excellence in library media programs, and then work toward improving both communication and promotion efforts so that principals and school administrators at all levels are fully aware of this excellence, and how it affects the entire school community (p. 28).

The principal is the key to the quality of the school media program. The principal can do a number of things to support and

enhance the program from questioning prospective new teachers in how they would involve the school media specialist in their classroom activities, to attending orientation and in service programs planned by the school media specialist for teachers and principals, through including questions in evaluating teachers about the ways the school media center was used in the instructional program. For many years, studies have shown that the principal makes the difference in excellent schools (Boyer, 1983). Research is clear on the fact that «the principal is the single most important factor in the development of a strong school library media program» (Haycock, 1985, p. 103). A collection of evidence from leading educators regarding the principal's role in the excellence of the school media program by Yesner and Jay (1987) shows the impact of the influence of this administrator. Baker (1984) states that the principal's visible support is essential to carrying out an effective media program. According to Grant (1988), visible support is evident:

The principal's understanding and support is necessary for the success of the media program, and this support becomes evident when time is provided for teacher-media specialist planning with individual teachers, as well as with small groups. It is visible, also when a faculty library committee is appointed by the principal to assist the media specialist in planning and evaluating the media program. This sends a positive message to the faculty at large, and thus, to the students (p. 73).

It is worth spending the extra time it takes to win the principal's support. It does take time and it does not happen overnight. Continue to plant seeds of information and action. Remember to plant seeds

of enthusiasm, commitment, communication, partnership and leadership. When the seeds are planted properly with tender loving care, the school media specialist will reap the support needed from the principal and the whole educational community will benefit with an excellent school media program.

REFERENCES

- Baker, D. Philip. *The Library Media Program and the School*. Littleton, CO: Librarians Unlimited, 1984, p. 46.
- Barron, Daniel D. «Communicating What SLM Specialists Do: the Evaluation Process,» *School Library Journal*, March, 1987, pp. 95-99.
- Boyer, Ernest L. *High School: A Report on Secondary Education in America*. New York: Harper & Row, 1983, p. 219.
- Callison, Daniel. «School Library Media Programs & Free Inquiry Learning,» *School Library Journal*, February, 1986, pp. 20-24.
- Cramer, Mary McCart. *Public Relations for Secondary School Media Centers*. Washington, DC: Department of Defense Dependents Schools, Germany Region. (ERIC Document Reproduction Service No. ED 278 424), p. 37.
- Craver, Kathleen W. «The Changing Instructional Role of the High School Library Media Specialist: 1950-84,» *School Library Media Quarterly*, Summer, 1986, pp. 183-191.
- Edwards, Karlene K. «Principals' Perceptions of Librarians: A Survey,» *School Library Journal*, January, 1989, 28-31.
- Eisenberg, Michael. «Changing Roles of the Media Specialist,» *ERIC Digest*, May, 1987, pp. 1-3.

Grant, Mary A. «The Principal's Role in the Achievement of Learning Through the Library Media Center,» *Catholic Library World*, September/October, 1988, pp. 71-74.

Hamilton, Donald. «The Principal and the School Library: Their Respective Roles and Common Goals,» *Education Canada*, Fall, 1983, pp. 31-36.

Hauck, Philomena and Schieman, Erv. *The Role of the Teacher-Librarian in Alberta Schools*. Alberta, Canada: The University of Calgary. (ERIC Document Reproduction Service No. ED 262 b788), pp. 38-39.

Haycock, Ken. «Strengthening the Foundations for Teacher Librarianship,» *School Library Media Quarterly*, Spring, 1985, pp. 102-109.

Information Power: Guidelines for School Library Media Programs. Chicago: American Library Association, 1988, pp. 38-39.

Kulleseid, Betty. «Beyond Survival to Information Power,» *Sharing Times*, Winter, 1989, p. 3.

Naylor, Alice Phoebe and Kenneth D. «An Investigation of Principals' Perceptions of Library Media Specialists' Performance Evaluation Terminology,» *School Library Media Quarterly*, Summer, 1988, pp. 234-239.

Patrick, Retta B. «Information Power: The Planning Process,» *School Library Media Quarterly*, Fall, 1988, pp. 11-17.

Pennock, Robin. «Trading Places: A Librarian's Route to the Principal's Office,» *School Library Journal*, September, 1988, pp. 117-119.

Rauchenberg, Gretchen. «Cultivating the Grapevine,» *Phi Delta Kappan*, December, 1988, pp. 328-330.

School Librarian's Workout Book: A Guide to Cooperating With School Libraries. Richmond, VA: Virginia State Library. (ERIC Document Reproduction Service No. ED 260 737), pp. 26-27.

Staino, Rocco. «Ask a Professional, Ask a Librarian,» *The SLMS Gram*, Spring, 1989, p. 10.

Turner, Philip M. and Naumer, Janet N. «Mapping the Way Toward Instructional Design Consultation by the School Library Media Specialist,» *School*

Library Media Quarterly, Fall, 1983, p. 30.

Walker, Sue. «Information Power: The Roles of the School Library Media Specialist,» *School Library Media Quarterly*, Fall, 1988, pp. 21-23.

Whitney, Karen A. «Information Power: An Overview--Building Library Media Programs for the Future,» *School Library Media Quarterly*, Fall, 1988, pp. 7-10.

Yesner, Bernice L. and Jay, Hilda. *The School Administrator's Guide to Evaluating Library Media Programs*. Hamden, CT: Shoestring Press, 1987, pp. 36-39. □

Index des affaires

UN RÉPERTOIRE QUI VOUS FERA GAGNER DU TEMPS!

Le seul répertoire bibliographique portant exclusivement sur le monde des affaires et la vie économique du Québec.

Un instrument de recherche documentaire qui permet un choix judicieux d'articles parmi les principales publications d'affaires québécoises (**Les Affaires, Finance, PME, Commerce, This week in business, Affaires +, etc.**)

L'INDEX DES AFFAIRES permet entre autres de:

- constituer des dossiers sur des entreprises;
- suivre l'évolution d'un secteur économique;
- analyser un marché;
- identifier des clients ou fournisseurs potentiels;
- mieux gérer ses finances personnelles; etc.

De consultation simple et rapide, l'INDEX DES AFFAIRES offre 12 000 articles indexés par année publiés sous forme de 10 mensuels et d'une refonte annuelle.

Pour abonnement ou renseignements:

Inform II
Microfor

4999 Ste-Catherine ouest, suite 430, Westmount, QC
H3Z 1T3 (514) 484-5951

Les spécialistes en édition de base de données

Vient de publier pour vous:

- ◆ *Prévenir ou guérir? Actes du colloque sur la conservation des collections...* organisé par la CRÉPUQ. Montréal, BNQ, 1990. 107 p. 15 \$

Une contribution importante à la documentation de langue française dans un domaine où les enjeux sont de taille.

- ◆ *Fichier d'autorité de la BNQ*, édition 1990. 90 \$ (incluant les suppléments cumulatifs d'avril et d'août 1990).

Comprend environ 200.000 notices présentées sur microfiches.

- ◆ *Catalogue de la BNQ*, édition 1990. 250 \$

Regroupe sur microfiches les notices de tous les documents québécois et étrangers des secteurs public et privé traités depuis 1967 jusqu'à septembre 1989.

Le Catalogue comprend deux sections: auteurs-titres (série rose), sujets (série jaune).

Pour acquérir ces publications, il suffit de faire parvenir avec votre bon de commande un chèque visé ou mandat-poste au nom de la Bibliothèque nationale du Québec à l'adresse suivante:

Bibliothèque nationale du Québec
Secteur des publications
1700, rue Saint-Denis
Montréal (Québec)
H2X 3K6

Pour information: 873-1100 poste 158
ou
1-800-363-9028 (appel interurbain sans frais)



Bibliothèque nationale du Québec

La chronique «Pour en savoir plus» présente dans ce numéro, un important fond d'archives de l'Office National du film du Canada ainsi que l'une des dernières publications de cet organisme.

Enfin on y trouvera une revue de presse des principaux articles jugés pertinents pour la profession parus dans certains journaux au cours de l'année 1989.

La collection des films d'archives de l'ONF, un hommage à 50 ans de création

Marielle Cartier

*Chef des collections audiovisuelles
Office National du film du Canada*

La collection des films d'archives de l'ONF regroupe environ 5000 films retirés du réseau de distribution pour des raisons relevant soit de la baisse de popularité du film, de la non-pertinence du contexte, des droits expirés, de l'existence de productions plus à jour sur le sujet, de la disponibilité et de l'accès aux éléments de tirage, de la décision des commanditaires de retirer ces films de distribution ou toute autre raison qui le justifie.

Cette collection qui remonte principalement à la création de l'ONF en 1939 contient aussi des films récupérés du Canadian Government Motion Picture Bureau, son prédécesseur. L'intérêt particulier de cette collection tient à la diversité et parfois à l'unicité des sujets couverts; ce qui constitue sa valeur, c'est qu'elle est considérée comme l'un des plus importants fonds de films documentaires en Amérique du Nord.

LES ARCHIVES NATIONALES, LA MÉMOIRE COLLECTIVE

La loi de 1939 (révisée en 1950) régissant l'ONF ne lui prévoit aucune autorité légale de préservation et de conservation au sens archivistique du terme sur ses oeuvres de création sinon une

obligation morale face à ses productions alors que son mandat de production et de distribution est clairement identifié.

Alors, comment peut-on garantir la survie de cet héritage culturel sinon en conférant à une autorité centralisée un pouvoir discrétionnaire sur les créations nationales? La tradition culturelle canadienne est jeune si on la compare à celle d'autres pays et il est important de la protéger et de la faire connaître.

Le mandat confié aux Archives Nationales du Canada en vertu de la loi sur les Archives Nationales répond à une préoccupation d'importance soit celle d'assurer la préservation, la conservation et la diffusion du patrimoine collectif et la transmission de l'héritage culturel aux générations futures.

Le feu de 1967 à l'entrepôt de Beaconsfield a fait surgir l'urgence de recourir à un programme national de protection des collections canadiennes de films et la Division des Archives audiovisuelles (DAAV) des Archives Nationales s'est vu conférer l'ultime autorité sur le matériel audiovisuel provenant des industries de radio et télévisif-

fusion de même que les industries cinématographiques telles que l'ONF.

Conscient de la nécessité de préserver sa collection pour l'héritage canadien et en même temps préoccupé par des contraintes d'espaces pour le stockage du matériel l'ONF acquiesce à un programme de coopération au niveau du transfert du matériel d'archives.

En 1977, l'ONF et les Archives Nationales du Canada (alors les Archives Publiques du Canada) concluent une entente qui reconnaît que les Archives Nationales sont dépositaires des films et éléments de tirage de l'Office. L'objectif premier de ce processus de dépôt est alors de conserver le matériel considéré important sur le plan de l'identité nationale et d'en faciliter l'accès au public canadien pour fins de recherche ou de référence.

La première phase du dépôt concernait la période 1939-1979 soit 3500 films retirés de la distribution. Par mesure de protection, il fallait transférer aux Archives à Ottawa les éléments les plus originaux que l'Office possédait selon un processus de dépôt conve-

nant aux deux parties. Cette phase est à ce moment presque complétée. Les étapes subséquentes concernent les productions qui seront éventuellement archivées.

Selon la nouvelle loi sur les Archives Nationales du Canada de juin 1987, il est stipulé que le producteur ou distributeur d'un enregistrement est tenu de faire parvenir une copie de toute nouvelle production dans le format requis par l'archiviste et tout matériel déposé aux Archives Nationales ne pourra être utilisé qu'à des fins de référence dans les locaux des Archives à Ottawa.

La collection d'archives est donc disponible aux Archives Nationales pour fins de consultation. Toutefois, les films peuvent aussi être visionnés au quartier général de l'ONF à la Cinémathèque des films d'archives ou dans les bureaux régionaux de l'ONF adéquatement équipés. La fragilité et souvent l'originalité des copies disponibles (le plus souvent en 16mm) obligent à maintenir une certaine réserve sur la circulation de ces films. Tout emprunteur de films d'archives doit préciser au moment de la demande l'usage qu'il entend faire du ou des documents requis. Des frais de recherche et de visionnement

s'appliquent et sont déductibles toutefois du coût d'achat de la copie.

L'ONF a de plus conclu des ententes avec plusieurs organisations à travers le Canada tels que des départements d'études cinématographiques et des médiathèques d'universités en vertu desquelles des copies de certains titres de la collection rétrospective sont déposées pour consultation. Mentionnons notamment les ententes en vigueur avec l'Université de Calgary et l'Université Concordia.

L'HISTOIRE D'UN PAYS EN IMAGES

Bien que les films d'archives ou retirés de la distribution le sont pour des motifs justifiés tels que précédemment énoncés, leur valeur est incontestable à l'heure actuelle pour comprendre les idées sociales, politiques et culturelles véhiculées au cours de l'histoire canadienne. Ils constituent aussi des documents d'importance pour la compréhension de l'évolution de la technique cinématographique et sont constamment requis pour fins de recherche ou de consultation.

La collection d'archives qui remonte aux années premières de l'ONF regroupe des documents très diversifiés. Les séries les plus anciennes et peut-être les plus marquantes *The World in Action* et *Canada Carries On* ont contribué à donner au Canada une place de choix dans le monde cinématographique international durant la guerre en partie à cause des sujets couverts mais surtout à cause du réseau de distribution mis en place au Canada et à l'extérieur. Films de propagande, instruments de communication et d'éducation populaire inspirés de la philosophie de John Grierson, ces films sont destinés à stimuler l'effort de guerre et à bâtir le moral de la population pour gagner la guerre.

À VOTRE SERVICE

DEPUIS

1946

PERIODICA INC.

**AGENCE INTERNATIONALE
INTERNATIONALE SUBSCRIPTION
D'ABONNEMENTS AGENCY**

- Entreprise canadienne-française.
- Service professionnel d'abonnement.
- Gestion informatisée.
- Service personnel aux collectivités.

1155, avenue Ducharme, Outremont, Qué., H2V 1E2
C.P. 444, Outremont, Qué., H2V 4R6
Tél.: (514) 274-5468 Fax: (514) 274-0201
Pour le Québec et l'Outaouais: 1-800-361-1431

La série *Canada Carries On* produite à un rythme mensuel, met la lumière sur des réalisations canadiennes et situe le Canada sur la scène internationale: les films à retenir de cette série sont *Atlantic Patrol* (1941), *Churchill's Island* (1941), *War Clouds in the Pacific* (1941), *Our Northern Neighbour* (1942) et proviennent de plans d'archives de films ennemis capturés ou de métrage britannique ou américain. Il faut aussi mentionner l'usage de plus en plus fréquent de prises de vue des équipes canadiennes à l'oeuvre sur place derrière les caméras.

La série *World in Action* qui débute en 1942 traduit une vision canadienne des événements mondiaux: cette série est éditée en grande partie du piétage récupéré du gouvernement britannique, de l'unité de production Signal Corps, des actualités françaises et du matériel d'Allemagne, d'Italie, du Japon, de la Chine et de l'URSS. (*Inside Fighting Russia* (1942), *Corvette Port Arthur* (1943), *Balkan Powder Keg* (1945), *The War for Men's Mind* (1943), etc.)

Pendant la guerre, le contrôle des actualités était principalement assuré par le gouvernement à travers le Canadian Army Film Unit. Du côté des entreprises privées, l'Associated Screen News a aussi été présent dans le domaine des actualités pour disparaître avec la venue de la télévision en 1952.

Plusieurs séries sous forme de documents d'actualité ont par la suite été initiées dans le but d'informer la population canadienne: *Eyes Front*, *Canada Communique*, *Screen Magazine*; en 1942, dans le but de tenter d'établir l'équilibre ou tout au moins une plus juste représentation linguistique et culturelle, on créa un service francophone d'actualités avec les *Reportages* (plus tard *Coup d'oeil*): *La Drave*, *la Palestre Nationale*, *La Conférence de Québec*, *Université de Montréal* sont des titres à retenir. D'autres sé-

ries telles que *Candid Eye* (1958-1963), *Eye Witness/Coup d'Oeil* (1947-1955), *Revue Cinéma Canadienne* (1945-46) présentent des ciné-reportages sous forme de magazines filmés, de bulletins d'actualité canadienne sur des sujets variés.

La série sur les *Chants Populaires* (1944) animée par Norman McLaren dont les scènes les plus célèbres sont *C'est l'aviron* et *Là-haut sur ces montagnes* a contribué à faire connaître le folklore québécois. Alors que les films de la période de guerre traduisent des préoccupations reliées à l'effort de guerre, les films d'après-guerre se veulent des instruments d'éducation populaire où les préoccupations sociales dominent; l'objectif est de «faire connaître le Canada aux canadiens» à travers une série de thèmes communs aux différentes populations du Canada dans un esprit d'unité nationale: des films sur l'agriculture (*Canadian Wheat*), sur les arts de création (*Glenn Gould-Off/On the Record*, *Stratford Adventure*, *Alfred Desrochers poète*, *Klee Wick*, *Lismer*) sur la géographie et les voyages (*Historic Highway*, *Lower/Upper Canada Peace River*, *Yellowknife Canada*), sur la santé et le bien-être (*Mental Health Series*, *Mental Mechanisms Series*, *Mental Symptoms Series*, *Ages and Stages Series*).

Les films sur les institutions parlementaires, *Man in the Peace Tower* (1951), *The Sceptre and the Mace* (1957) ont contribué à faire connaître les traditions de la vie parlementaire canadienne. Les films sur les visites royales, *Royal Visit* (1939), *Royal Journey* (premier long métrage de l'ONF sur Eastman-Color, 1951), *Royal Tour of New Zealand* (1953-54), *Royal Occasion* (1958), *Royal Visit* (1959) constituent des documents historiques d'importance tout en procurant un panorama diversifié du Canada à travers ses ressources, ses climats, ses paysages typiques et les différentes populations qui l'habitent.

Premiers films sur les femmes, sur le rôle qu'elles ont joué durant la guerre et l'après-guerre *Proudly she Marches* (1943), *Wings on her Shoulders* (1943), *Careers and Cradles* (1947), *Women at War* (1942) sont des documents d'actualité fascinants qui traduisent la perception ou la vision masculine de la présence des femmes au travail et qui nous font réaliser par certains clichés et stéréotypes que tout n'a pas vraiment changé!

Bien que la création officielle de la Production française ait eu lieu en janvier 1964, le film *Les Raquetteurs* (1958), expression du cinéma-vérité, consacre la présence française à l'ONF ce qui constitue un événement déterminant du développement de l'organisme. L'ONF procurait un terrain propice à la croissance de la culture et de l'industrie cinématographique québécoise.

Des films sur les populations autochtones, sur les minorités, sur l'histoire, tant d'autres séries ou documents pourraient être cités comme étant des témoignages fidèles de l'histoire canadienne; leur qualité, leur authenticité, leur naïveté même révèlent un souci constant des producteurs de produire des documentaires inventifs qui traduisent la réalité et pour reprendre les termes préférés de John Grierson «through the creative treatment of actuality».

A côtoyer jour après jour cette collection de films d'archives, à la manipuler, la traiter, la décrire, la visionner, elle réussit rapidement à nous convaincre de la raison d'être de son existence et voire même à nous séduire par la variété d'éléments culturels qui la composent. Elle nous fait prendre conscience davantage de cette réalité canadienne qui nous entoure et nous permet de mieux comprendre la recherche d'identité collective qui caractérise les cinquante dernières années. □

Lecture suggérée

Michelle Bachand*, Collaboratrice

Archives d'émissions, Société Radio-Canada (Montréal)

Catalogue de plans d'archives, Stockshot Catalogue 1990. Montréal:
Office national du film du Canada, Cinémathèque de plans d'archives, 1990

Ce volumineux document bilingue est le premier d'une série d'outils de recherche permettant l'accès aux plans d'archives de l'Office national du film. Ceux-ci constituent le matériel non retenu lors du montage des quelques 17,000 films produits depuis la création de l'ONF.

C'est en 1988 qu'un système informatisé fut implanté pour poursuivre l'indexation commencée en 1941 lors de la mise sur pied de la cinémathèque. Les premiers plans eux-mêmes remontent à 1894, ce sont des images très bien conservées de matériel utilisé par Thomas Edison.

La première section du catalogue, intitulée «Plans dans le fichier» est une liste des vedettes-matière donnant accès aux 13,000 fiches-sujet constituant le fichier traditionnel, lequel sera éventuellement versé dans la base de données électronique.

La deuxième section: Plans dans le système automatisé, retrace tous les plans non utilisés dans les 127 films indiqués et identifiés par trois lettres et un chiffre. Les descriptions de plans sont faites dans la langue du film. Chaque description est précédée du code du film suivi de deux lettres et de deux chiffres. Dans une suite

alpha-numérique on a donc les descriptions de chaque plan de chaque film analysé. Les différents angles de la caméra sont mentionnés en abrégé. Une dernière section comprend la liste des sujets. Sous chaque vedette-matière sont indiqués les codes des plans d'archives correspondant à ce sujet. Dans un seul ordre alphabétique se retrouvent les noms des personnalités canadiennes et étrangères mentionnées dans ces films, les noms d'organismes, de partis politiques, de lieux, d'objets, d'animaux, etc., reflétant la réalité canadienne.

Dans une perspective archivistique, cette présentation des divers éléments du catalogue se référant les uns aux autres permet un renvoi facile du terme (sujet ou vedette-matière) au plan et au film.

La description des plans est faite de façon à permettre dès la consultation du catalogue un choix judicieux qui débouche sur un visionnement sur place ou sur un transfert sur film ou vidéo. Les conditions d'accès à ce matériel et les frais encourus sont détaillés de même que les tarifs des royalties sur le matériel utilisé.

Cette richesse d'images doit être exploitée et ce catalogue y contribue pertinemment, que ce soit dans sa forme manuelle ou automatisée.

Les artisans de la télévision et du cinéma ont enfin à leur disposition un document leur permettant de trouver facilement les plans d'archives utilisables dans leurs productions pour réaliser ainsi des économies de tournage appréciables. En choisissant leurs plans dans ce catalogue ou par le truchement de la banque ordnolingue, ils peuvent ensuite commander une cassette d'évaluation de format 3/4" ou VHS, selon les conditions d'accès détaillées en page IX.

Ce premier tome traite plus particulièrement des plans nouvellement ajoutés à la collection. L'ancien fonds des plans décrits et indexés est accessible par le fichier manuel se trouvant à la cinémathèque.

Les 127 films d'origine pour les plans décrits dans la banque ordnolingue furent tournés entre 1916 et 1989. Les sujets sont suffisamment variés pour répondre à un éventail très diversifié de demandes. Et ce n'est qu'un début!

La présentation du catalogue est claire, la reliure souple, à spirale, permet une manipulation facile. La table des matières nous guide bien dans les sections de couleurs différentes selon le sujet et la langue.

Il reste à souhaiter que cet excellent travail se poursuive afin que le volume deux soit disponible bientôt. □

* Michelle Bachand a réalisé la recension de ce document.

Dans quelques quotidiens, en 1989 ...

Michel Lefebvre

Directeur de publications, Inform II-Microfor

Voici la première d'une chronique que nous espérons annuelle. Il s'agit d'un index bibliographique d'articles parus en 1989 dans quelques quotidiens: *Le Devoir* et *La Presse* de Montréal, *Le Soleil* de Québec et *Le Droit* d'Ottawa.

Ces articles devraient, dans la majorité des cas, intéresser de près ou de loin le monde de la bibliothéconomie et des sciences de l'information. Dans la mesure où les activités quotidiennes empêchent souvent de suivre l'actualité au jour le jour, nous avons pensé qu'une telle rétrospective ne pouvait qu'être utile.

Des contraintes éditoriales nous ont obligé à reporter cette parution au numéro 2 du présent volume, rendant peut-être ainsi périmées certaines références dont l'information se prête davantage à une consommation immédiate. La prochaine chronique, celle couvrant l'année 1990, devrait se retrouver dans le premier numéro de 1991.

Adolescents - lecture

Ferland, Guy. «La livromanie frappe le Québec». *Le Devoir*, (7 novembre 1989), p.9

Sarfati, Sonia. «Mais oui, les ados lisent...». *La Presse*, (23 novembre 1989), p.D15

Analphabétisme

Cayouette, Pierre. «Croisade de l'alphabétisation». *Le Devoir*, (3 mars 1989), p.3

Goudreault, Gisèle. «Statistique Canada entreprend une enquête: Connaître le vrai nombre d'analphabètes». *Le Droit*, (4 mars 1989), p.13

«Les «apprenants», inquiets des intentions de Ryan». *Le Droit*, (8 mai 1989), p.8

Lachance, Lise. «En 1989-90: Le Québec consacrera \$25 millions à l'analphabétisme». *Le Soleil*, (10 août 1989), p.A5

Lavigne, Alain. «Analphabétisme: L'enseignement n'est pas la seule solution». *Le Soleil*, (12 août 1989), p.F8

Roy, Martin. «La Magie des lettres» de Vanier: Pour lutter contre l'analphabétisme». *Le Droit*, (16 août 1989), p.14

Tremblay, Miville. «Analphabétisme: le patronat demande la mise en oeuvre des incitatifs fiscaux». *La Presse*, (7 septembre 1989), p.C5

Boucher, Andrée. «Jean et Jeanine, analphabètes, iront-ils voter?». *La Presse*, (8 septembre 1989), p.8

Proulx, Jean-Pierre. «La CEQ accuse Québec de ne rien faire contre l'analphabétisme». *Le Devoir*, (8 septembre 1989), p.8

Corrivault, Martine R. «Alpha quoi?». *Le Soleil*, (8 septembre 1989), p.A8

Cormier, Guy. «1990 sera l'année internationale de l'abc». *La Presse*, (17 septembre 1989), p.B2

Desbiens, Monique. «Injustice envers les analphabètes». *La Presse*, (17 octobre 1989), p.B3

Gilbert, Mario. «Davantage d'analphabètes chez les francophones que chez les anglophones». *La Presse*, (15 novembre 1989), p.A6

Cliche, Vincent. «Selon l'Opposition péquiste: Ryan compromet les efforts d'alphabétisation». *Le Soleil*, (15 novembre 1989), p.A10

Gilbert, Mario. «Les analphabètes s'organisent: Le Québec compterait 30 p. cent d'analphabètes fonctionnels ou partiels». *La Presse*, (19 novembre 1989), p.A7

Léger, Marie-France. «30 p. cent de la population adulte francophone du Canada serait analphabète». *La Presse*, (20 novembre 1989), p.A14

Dubuc, Alain. «L'analphabétisme statistique». *La Presse*, (21 novembre 1989), p.B2

Boileau, Josée. «Subitement, les illettrés suscitent l'intérêt». *Le Devoir*, (21 novembre 1989), p.3

Boily, Nicole. «L'analphabétisme des nôtres». *La Presse*, (28 novembre 1989), p.B3

Cliche, Vincent. «Alphabétisation: La CECQ trouve la limite de 2000 heures injuste». *Le Soleil*, (29 novembre 1989), p.C16

Dufresne, Jean-V. «On est toujours l'analphabète d'un autre». *Le Devoir*, (7 décembre 1989), p.8

Proulx, Jean-Pierre. «L'alphabétisation sera en 1990 le sujet de l'heure en éducation: 10% des Québécois sont analphabètes de base». *Le Devoir*, (30 décembre 1989), p.A2

Analphabétisme - entreprises

Lachance, Lise. «L'analphabétisme coûte des milliards aux entreprises». *Le Soleil*, (11 août 1989), p.C14

Baril, Hélène. «L'analphabétisme coûte cher aux entreprises québécoises». *Le Soleil*, (7 septembre 1989), p.B6

Analphabétisme - Francophones hors Québec

Cantin, Adrien. «Sombre dossier de l'analphabétisme». *Le Droit*, (12 août 1989), p.16

Lachance, Lise. «Un taux d'analphabétisme plus élevé chez les francophones hors Québec». *Le Soleil*, (12 août 1989), p.F8

«L'analphabétisme gagne du terrain chez les francophones hors Québec». *Le Devoir*, (12 août 1989), p.A3

«L'ACELF prône la francisation des francophones hors Québec». *La Presse*, (13 août 1989), p.B7

Lévesque, Florian. «Le sombre tableau de l'analphabétisme». *Le Droit*, (29 août 1989), p.15

Analphabétisme - livres-cassettes

Lafleur, Françoise. «Des livres-cassettes pour analphabètes». *Le Devoir*, (9 décembre 1989), p.D2

Ancienne-Lorette. Bibliothèque municipale

Routhier, Benoît. «A l'Ancienne-Lorette: Efforts pour garder la bibliothèque à l'école Primevère». *Le Soleil*, (9 septembre 1989), p.A3

Architecture - bibliothèques

Pinard, Guy. «La bibliothèque de Westmount». *La Presse*, (27 août 1989), p.B6

Archives nationales du Canada

Pilon, France. «Les Archives nationales au centre-ville de Gatineau: Il ne reste que la décision finale à venir...». *Le Droit*, (19 janvier 1989), p.16

Maltais, Murray. «Les nouvelles Archives nationales». *Le Droit*, (23 janvier 1989), p.10

Archives nationales du Québec

«Archives et partenariat». *Le Devoir*, (30 octobre 1989), p.12

Brouard, Julie. «Les Archives nationales du Québec gardent l'Histoire à votre disposition». *Le Soleil*, (20 novembre 1989), p.A5

Archivistique

Pilon, France. «Les Archives nationales au centre-ville de Gatineau: Il ne reste que la décision finale à venir...». *Le Devoir*, (19 janvier 1989), p.16

Maltais, Murray. «Les nouvelles Archives nationales». *Le Droit*, (23 janvier 1989), p.10

Lemieux, Louis-Guy. «Un jeune historien [François Drouin] s'attaque au fouillis des archives de la basilique de Québec». *Le Soleil*, (26 juin 1989), p.A3

«Archives et partenariat». *Le Devoir*, (30 octobre 1989), p.12

Brouard, Julie. «Les Archives nationales du Québec gardent l'Histoire à votre disposition». *Le Soleil*, (20 novembre 1989), p.A5

Archivistique - Ontario

Bertrand, Gérard. «Pour les archives, faudra-t-il un miracle?». *Le Droit*, (10 août 1989), p.16

Association canadienne d'éducation de langue française

«L'ACELF prône la francisation des francophones hors Québec». *La Presse*, (13 août 1989), p.B7

Association des directeurs de bibliothèques du Québec

Bernard, Florian. «Bibliothèque de Roxboro: Lise Bacon priée d'intervenir». *La Presse*, (26 janvier 1989), p.A6

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation

Truffaut, Serge. «Campagne contre le vol et le vandalisme dans les bibliothèques du Québec». *Le Devoir*, (7 mars 1989), p.9

Paquette-Legault, Dianne. «Des 4 coins du globe pour l'avancement des sciences: Près de 500 congressistes à Hull». *Le Droit*, (27 octobre 1989), p.8

Bandes dessinées

Mallet, Pascal. «La plus grande bibliothèque de bande dessinée du monde». *Le Devoir*, (9 septembre 1989), p.C7

Banques de données

Magnant, Michel. «Télématique: le Québec manque le bateau: La fermeture de Questel-Montréal est une tragédie». *Le Devoir*, (21 avril 1989), p.9

Séguin, François. «Le flux trans-frontières d'informations: Le Canada n'a aucune chance de remonter le duel avec les États-Unis». *Le Devoir*, (17 mai 1989), p.9

Leclerc, Yves. «Un classeur électronique». *La Presse*, (28 mai 1989), p.B4

Sarrazin, Michèle. «Les bases de données, un monde foisonnant (Cahier spécial: L'informatique)». *Le Devoir*, (6 octobre 1989), p.13

Banques de données - images vidéos

«La France crée une banque mondiale d'images vidéos en langue française». *Le Devoir*, (27 juillet 1989), p.3

Basilique Notre-Dame de Québec - archives

Lemieux, Louis-Guy. «Un jeune historien [François Drouin] s'attaque au fouillis des archives de la basilique de Québec». *Le Soleil*, (26 juin 1989), p.A3

Belgique - Centre belge de la bande dessinée

Mallet, Pascal. «La plus grande bibliothèque de bande dessinée du monde». *Le Devoir*, (9 septembre 1989), p.C7

Bibliothèque Gabrielle-Roy (Québec)

Drapeau, Jacques. «La bibliothèque de demain a déjà pignon sur rue: De nombreux Québécois se rendent à Gabrielle-Roy sans être abonnés». *Le Soleil*, (22 février 1989), p.B16

Caouette, Marie. «A la veille de quitter la direction de la bibliothèque Gabrielle-Roy: Un bilan fort positif, croit Philippe Sauvageau». *Le Soleil*, (25 avril 1989), p.B9

Nadeau, Lisanne. «A la bibliothèque Gabrielle-Roy: La Déclaration des droits de l'Homme illustrée par l'affiche». *Le Soleil*, (22 juillet 1989), p.C8

La Bibliothèque idéale (ouvrage)

Ferland, Guy. «La Bibliothèque idéale en quelque 2400 vo-

lumes». *Le Devoir*, (22 avril 1989), p.D1

Bibliothèques publiques

«Bacon verse \$ 5 millions aux bibliothèques publiques». *Le Devoir*, (1er février 1989), p.9

Séguin, François. «La misère des bibliothèques publiques: Québec doit lever le moratoire au programme d'aide à la construction et à la rénovation». *Le Devoir*, (23 février 1989), p.9

Séguin, François. «L'indigence des bibliothèques publiques». *Le Devoir*, (14 octobre 1989), p.A9

Lafleur, Françoise. «Nos pauvres bibliothèques». *Le Devoir*, (21 octobre 1989), p.D1

Bibliothèques publiques - droit d'auteur

Ferland, Guy. «Augmentation des redevances sur les livres en bibliothèques». *Le Devoir*, (2 novembre 1989), p.9

Dans le prochain numéro

Les bibliothèques et centres de documentation: une gestion consciente de la mondialisation.

Ce numéro thématique tentera de faire le point sur le contexte économique et social actuel dans lequel s'insèrent les bibliothèques et centres de documentation et les solutions créées pour répondre à cet environnement tel la concertation et ..., d'autre part, en parallèle, il tentera d'analyser le chemin parcouru par les bibliothèques en regard de ces paramètres.

- Les bibliothèques et les centres de documentation se sentent-ils interpellés par ces changements importants?
- Ont-ils déjà emboîtés le pas?
- Doivent-ils se sentir concernés?
- Doivent-ils s'ouvrir, eux aussi, à cette mondialisation et suivre le courant?
- L'ouverture à son environnement immédiat et le développement de nouveaux partenariats ne constituent-ils pas un pas vers une plus grande ouverture?

Voilà autant de questions dont Argus essaiera de répondre dans sa prochaine parution! A bientôt!



Librairie
emarc
inc

UN RESEAU DE SERVICES DANS UN RESEAU DE LIBRAIRIES

DES STRUCTURES

SOLIDEMENT ETABLIES
DEPUIS DES DECENNIES

UN PERSONNEL

ACCUEILLANT DYNAMIQUE
ET COMPETENT

DES SERVICES

L'OFFICE PERSONNALISE
LA COMMANDE SPECIALE

DES LIVRES

QU'ON ECOUTE

UN SYSTEME INFORMATIQUE A VOTRE SERVICE

ENCORE PLUS DE NOUVEAUTES POUR REpondRE

A UNE CLIENTELE TOUJOURS PLUS SPECIALISEE.

| | |
|-----------------------------------|--|
| POUR MONTREAL (06A) | 1691, EST RUE FLEURY (514) 384-9920 |
| POUR LES LAURENTIDES (06B) | CARREFOUR DU NORD, ST-JEROME 432-9100 |
| POUR LA MONTREGIE (06C) | LES PROMENADES ST-BRUNO (514) 653-0546 |
| POUR LAVAL (06E) | CENTRE COMMERCIAL DUVERNAY (514) 661-6000 |
| POUR L'ESTRIE (05) | CARREFOUR DE L'ESTRIE (819) 569-9957 |
| POUR L'OUTAOUAIS (07) | LES GALERIES DE HULL (819) 770-4058 |
| POUR LA MAURICIE (04) | CARREFOUR DES BOIS-FRANCS VICTORIAVILLE (819) 758-9449 |

POUR PLUS D'INFORMATION

UN SEUL NUMERO (514) 384-9920

DEMANDER: JEAN-CLAUDE GUICHARD OU LOUISE TREMBLAY

Bibliothèques publiques - expositions

Nadeau, Lianne. «A la bibliothèque Gabrielle-Roy: La Déclaration des droits de l'Homme illustrée par l'affiche». *Le Soleil*, (22 juillet 1989), p.C8

Bibliothèques publiques - Québec (région)

Brouard, Julie. «10e maillon de la Bibliothèque de Québec: La succursale Collège des Jésuites devance son inauguration». *Le Soleil*, (30 octobre 1989), p.A4

Bibliothèques scolaires

Benjamin, Claude. «Silence... je réfléchis!: Dans la chambre, la musique envahit tout l'espace. A la bibliothèque, le walkman s'est faulé. Etudier devient impossible». *Le Devoir*, (28 août 1989), p.13

Routhier, Benoît. «Débat à Sainte-Foy sur le besoin de centraliser ou non les gros équipements». *Le Soleil*, (6 septembre 1989), p.C14

Routhier, Benoît. «A l'Ancienne-Lorette: Efforts pour garder la bibliothèque à l'école Primevère». *Le Soleil*, (9 septembre 1989), p.C14

Lafleur, Françoise. «Les bibliothèques scolaires crient au secours». *Le Devoir*, (28 octobre 1989), p.D1

Bibliothèques scolaires - rapport Bouchard

Cliche, Vincent. «Des millions devront être investis dans les bibliothèques scolaires». *Le Soleil*, (9 juin 1989), p.C16

Pratte, André. «30 p. cent des livres des bibliothèques scolaires sont désuets: Un comité propose un plan de re-

dressement qui coûterait \$60 millions par an au MÉQ pour trois prochaines années». *La Presse*, (9 juin 1989), p.2

Corrivault, Martine R. «Pour lire à l'école». *Le Soleil*, (16 juin 1989), p.B6

Lesage, Gilles. «Des «laboratoires» en friche: La grande misère des bibliothèques scolaires». *Le Devoir*, (19 juin 1989), p.12

Bibliothèques spécialisées - bandes dessinées

Mallet, Pascal. «La plus grande bibliothèque de bande dessinée du monde». *Le Devoir*, (9 septembre 1989), p.C7

Bibliothèques spécialisées - handicapés visuels

Bernier, Conrad. «Transfert de la bibliothèque sonore de l'Insti-

tut Nazareth à Toronto: tollé des aveugles du Québec». *La Presse*, (4 mai 1989), p.A14

Bernier, Conrad. «La bibliothèque sonore des aveugles: Bacon favorise une «solution québécoise»: L'INLB surseoit provisoirement à son projet de cession à l'INCA de Toronto». *La Presse*, (11 mai 1989), p.B6

Bibliothèques - vol et vandalisme

Truffaut, Serge. «Campagne contre le vol et le vandalisme dans les bibliothèques du Québec». *Le Devoir*, (7 mars 1989), p.9

CECQ - analphabétisme

Cliche, Vincent. «Alphabétisation: La CECQ trouve la limite de 2000 heures injuste». *Le Soleil*, (29 novembre 1989), p.C16

Centre belge de la bande dessinée

Mallet, Pascal. «La plus grande bibliothèque de bande dessinée du monde». *Le Devoir*, (9 septembre 1989), p.C7

CEQ - analphabétisme

Tremblay, Miville. «Analphabétisme: le patronat demande la mise en oeuvre des incitatifs fiscaux». *La Presse*, (7 septembre 1989), p.C5

Proulx, Jean-Pierre. «La CEQ accuse Québec de ne rien faire contre l'analphabétisme». *Le Devoir*, (8 septembre 1989), p.8

Cinéma - archives

Chapdelaine, Benoit. «Robert Daudelin veut secouer les vestiges du septième art: Il vient d'être élu président de la Fédération internationale des Archives du film qui regroupe 81 cinémathèques dans le monde». *La Presse*, (6 mai 1989), p.C2

Commission fédérale du droit de prêt public

Ferland Guy. «Augmentation des redevances sur les livres en bibliothèques». *Le Devoir*, (2 novembre 1989), p.9

Commission municipale du Québec - affaire de Roxboro

Bernard, Florian. «La Commission municipale va enquêter dans l'affaire de la bibliothèque de Roxboro». *La Presse*, (14 février 1989), p.A4

Commission scolaire de l'Ancienne-Lorette

Routhier, Benoit. «Débat à Sainte-Foy sur le besoin de centraliser ou non les gros équipements». *Le Soleil*, (6 septembre 1989), p.C14

Routhier, Benoit. «A l'Ancienne-Lorette: Efforts pour garder la bibliothèque à l'école Primevère». *Le Soleil*, (9 septembre 1989), p.A3

Conseil du patronat du Québec - analphabétisme

Tremblay, Miville. «Analphabétisme: le patronat demande la mise en oeuvre des incitatifs fiscaux». *La Presse*, (7 septembre 1989), p.C5

Baril, Hélène. «L'analphabétisme coûte cher aux entreprises québécoises». *Le Soleil*, (7 septembre 1989), p.B6

Corporation des bibliothécaires professionnels du Québec

Bernard, Florian. «La Corporation des bibliothécaires professionnels blâme Roxboro». *La Presse*, (7 février 1989), p.A5

Daudelin, Robert

Chapdelaine, Benoit. «Robert Daudelin veut secouer les vestiges du septième art: Il vient d'être élu président de la Fédération internationale des Archives du film qui regroupe 81 cinémathèques dans le

monde». *La Presse*, (6 mai 1989), p.C2

Droit d'auteur

Ferland, Guy. «Augmentation des redevances sur les livres en bibliothèques». *Le Devoir*, (2 novembre 1989), p.9

École Primevère (Ancienne-Lorette). Bibliothèque

Routhier, Benoit. «A l'Ancienne-Lorette: Efforts pour garder la bibliothèque à l'école Primevère». *Le Soleil*, (9 septembre 1989), p.A3

Éducation - bibliothèques

Benjamin, Claude. «Silence... je réfléchis!: Dans la chambre, la musique envahit tout l'espace. A la bibliothèque, le walkman s'est faulilé. Etudier devient impossible». *Le Devoir*, (28 août 1989), p.13

Éducation - enseignement du français - congrès

«L'ACELF prône la francisation des francophones hors Québec». *La Presse*, (13 août 1989), p.B7

Entreprises - analphabétisme

Lachance, Lise. «L'analphabétisme coûte des milliards aux entreprises». *Le Soleil*, (11 août 1989), p.C14

Baril, Hélène. «L'analphabétisme coûte cher aux entreprises québécoises». *Le Soleil*, (7 septembre 1989), p.B6

Fédération internationale des Archives du film

Chapdelaine, Benoit. «Robert Daudelin veut secouer les vestiges du septième art: Il vient d'être élu président de la Fédération internationale des Archives du film qui regroupe 81 cinémathèques dans le monde». *La Presse*, (6 mai 1989), p.C2

France - Grande Bibliothèque de France

Lemieux, Louis-Guy. «Intérêt des Français pour la bibliothèque Gabrielle-Roy». *Le Soleil*, (22 février 1989), p.B16

Edelmann, Frédéric. «La Bibliothèque de France sera la TGB autrement dit la très grande bibliothèque». *Le Devoir*, (26 août 1989), p.C11

Francophones hors Québec

Bertrand, Gérard. «Pour les archives, faudra-t-il un miracle?». *Le Droit*, (10 août 1989), p.16

Francophones hors Québec - analphabétisme

Cantin, Adrien. «Sombre dossier de l'analphabétisme». *Le Droit*, (12 août 1989), p.16

Lachance, Lise. «Un taux d'analphabétisme plus élevé chez les Francophones hors Québec». *Le Soleil*, (12 août 1989), p.F8

«L'analphabétisme gagne du terrain chez les Francophones hors Québec». *Le Devoir*, (12 août 1989), p.A3

«L'ACELF prône la francisation des Francophones hors Québec». *La Presse*, (13 août 1989), p.B7

Levesque, Florian. «Le sombre tableau de l'analphabétisme». *Le Droit*, (29 août 1989), p.15

Gatineau (mun.) - Archives nationales du Canada

Pilon, France. «Les Archives nationales au centre-ville de Gatineau: Il ne reste que la décision finale à venir...». *Le Droit*, (19 janvier 1989), p.16

Maltais, Murray. «Les nouvelles Archives nationales». *Le Droit*, (23 janvier 1989), p.10

Gouvernement Bourassa - archives privées

«Archives et partenariat». *Le Devoir*, (30 octobre 1989), p.12

Groupe de travail international sur l'alphabétisation

Cayouette, Pierre. «Croisade de l'alphabétisation». *Le Devoir*, (3 mars 1989), p.3

Handicapés visuels - bibliothèque sonore

Bernier, Conrad. «Transfert de la bibliothèque sonore de l'Institut Nazareth à Toronto: tollé des aveugles du Québec». *La Presse*, (4 mai 1989), p.A14

Bernier, Conrad. «La bibliothèque sonore des aveugles: Bacon favorise une «solution québécoise»: L'INLB surseoit provisoirement à son projet de cession à l'INCA de Toronto». *La Presse*, (11 mai 1989), p.B6

Handicapés visuels - services

Bellavance, Joël-Denis. «Un ordinateur fera la lecture aux aveugles». *Le Droit*, (6 juin 1989), p.12

Hull. Bibliothèque municipale

Joanisse, Marc André. «La bibliothèque de Hull a 35 ans». *Le Droit*, (9 décembre 1989), p.8

Institut national canadien pour les aveugles

Bernier, Conrad. «La bibliothèque sonore des aveugles: Bacon favorise une «solution québécoise»: L'INLB surseoit provisoirement à son projet de cession à l'INCA de Toronto». *La Presse*, (11 mai 1989), p.B6

Institut Nazareth et Louis-Braille (Longueuil)

Bernier, Conrad. «Transfert de la bibliothèque sonore de l'Institut Nazareth à Toronto: tollé

des aveugles du Québec». *La Presse*, (4 mai 1989), p.A14

Bernier, Conrad. «La bibliothèque sonore des aveugles: Bacon favorise une «solution québécoise»: L'INLB surseoit provisoirement à son projet de cession à l'INCA de Toronto». *La Presse*, (11 mai 1989), p.B6

Lecture

Corrivault, Martine R. «Pour lire à l'école». *Le Soleil*, (16 juin 1989), p.B6

«Loisir littéraire du Québec». *Le Devoir*, (16 septembre 1989), p.8p.

Pratte, André. «Les finissants du secondaire n'ont pas que des problèmes d'écriture: 44 p. cent ont échoué à l'examen final de lecture». *La Presse*, (12 octobre 1989), p.A4

Lecture - adolescents

Ferland, Guy. «La livromanie frappe le Québec». *Le Devoir*, (7 novembre 1989), p.9

Sarfati, Sonia. «Mais oui, les ados lisent...». *La Presse*, (23 novembre 1989), p.D15

Lecture - handicapés visuels

Bellavance, Joël-Denis. «Un ordinateur fera la lecture aux aveugles». *Le Droit*, (6 juin 1989), p.D2

Lecture simple et facile 2 (ouvrage)

Lafleur, Françoise. «Des livres-cassettes pour analphabètes». *Le Devoir*, (9 décembre 1989), p.D2

Librairie Renaud-Bray (Montréal)

Ferland, Guy. «La bibliothèque idéale en quelque 2400 volumes». *Le Devoir*, (22 avril 1989), p.D1

Libre-échange canado-américain - télécommunications

Séguin, François. «Le flux transfrontières d'informations: Le Canada n'a aucune chance de remporter le duel avec les États-Unis». *Le Devoir*, (17 mai 1989), p.9

Littérature - bibliographie

Ferland, Guy. «La bibliothèque idéale en quelque 2400 volumes». *Le Devoir*, (22 avril 1989), p.D1

Livres-cassettes

Lafleur, Françoise. «Des livres-cassettes pour analphabètes». *Le Devoir*, (9 décembre 1989), p.D2

Logiciels - bases de données

Leclerc, Yves. «Un classeur électronique». *La Presse*, (28 mai 1989), p.B4

Sarrazin, Michèle. «Les bases de données, un monde foisonnant [Cahier spécial: L'informatique]». *Le Devoir*, (6 octobre 1989), p.13

Outaouais - analphabétisme

Roy, Martin. «La Magie des lettres» de Vanier: Pour lutter contre l'analphabétisme». *Le Droit*, (16 août 1989), p.14

Parti québécois - analphabétisme

Cliche, Vicent. «Selon l'Opposition péquiste: Ryan compromet les efforts d'alphabetisation». *Le Soleil*, (15 novembre 1989), p.A10

Québec. Min. Affaires culturelles - bibliothèques publiques

«Bacon verse \$5 millions aux bibliothèques publiques». *Le Devoir*, (1er février 1989), p.9

Séguin, François. «La misère des bibliothèques publiques: Québec doit lever le moratoire au programme d'aide à la construction et à la rénova-

tion». *Le Devoir*, (23 février 1989), p.9

Lafleur, Françoise. «Nos pauvres bibliothèques». *Le Devoir*, (21 octobre 1989), p.D1

Québec. Min. Éducation - analphabétisme

«Les «apprenants», inquiets des intentions de Ryan». *Le Droit*, (8 mai 1989), p.8

Lachance, Lise. «En 1989-90: Le Québec consacrera \$25 millions à l'analphabétisme». *Le Soleil*, (10 août 1989), p.A5

Proulx, Jean-Pierre. «La CEQ accuse Québec de ne rien faire contre l'analphabétisme». *Le Devoir*, (8 septembre 1989), p.8

Cliche, Vincent. «Selon l'Opposition péquiste: Ryan compromet les efforts d'alphabetisation». *Le Soleil*, (15 novembre 1989), p.A10

Québec. Min. Éducation - bibliothèques scolaires

Cliche, Vincent. «Des millions devront être investis dans les bibliothèques scolaires». *Le Soleil*, (9 juin 1989), p.C16

Pratte, André. «30 p. cent des livres des bibliothèques scolaires sont désuets: Un comité propose un plan de redressement qui coûterait \$60 millions par an au MÉQ pour trois prochaines années». *La Presse*, (9 juin 1989), p.C10

Lesage, Gilles. «25% moins de volumes dans les bibliothèques scolaires: Un comité d'étude affirme que la situation est critique». *Le Devoir*, (9 juin 1989), p.2

Corrivault, Martine R. «Pour lire à l'école». *Le Soleil*, (16 juin 1989), p.B6

Lesage, Gilles. «Des laboratoires en friche: La grande misère des bibliothèques scolaires». *Le Devoir*, (19 juin 1989), p.12

Lafleur, Françoise. «Les bibliothèques scolaires crient au secours». *Le Devoir*, (28 octobre 1989), p.D1

Québec (région) - bibliothèques publiques

Brouard, Julie. «10e maillon de la Bibliothèque de Québec; La succursale Collège des Jésuites devance son inauguration». *Le Soleil*, (30 octobre 1989), p.A4

Québec (ville) - administration municipale - bibliothèques

Collard, Marcel. «Le PC se souvient des opposants à la bibliothèque Gabrielle-Roy». *Le Soleil*, (14 mars 1989), p.A7

Québec (ville) - histoire

Lemieux, Louis-Guy. «Un jeune historien [François Drouin] s'attaque au fouillis des archives de la basilique de Québec». *Le Soleil*, (26 juin 1989), p.A3

Questel

Magnant, Michel. «Télématique: le Québec manque le bateau: La fermeture de Questel-Montréal est une tragédie». *Le Devoir*, (21 avril 1989), p.9

Roxboro. Bibliothèque municipale

Bernard, Florian. «Roxboro nomme une unilingue anglaise directrice de la bibliothèque: En remplacement d'une francophone parfaitement bilingue». *La Presse*, (25 janvier 1989), p.A3

Bernard, Florian. «Bibliothèque de Roxboro: Lise Bacon priée d'intervenir». *La Presse*, (26 janvier 1989), p.A6

Bernard, Florian. «Le maire de Roxboro continue de soutenir que la directrice de la bibliothèque est bilingue». *La Presse*, (3 février 1989), p.A6

Bernard, Florian. «La Corporation des bibliothécaires professionnels blâme Roxboro». *La Presse*, (7 février 1989), p.A5

Bernard, Florian. «La Commission municipale va enquêter dans l'affaire de la bibliothèque de Roxboro». *La Presse*, (14 février 1989), p.A4

Proulx, Jean-Pierre. «Roxboro tente de valider rétroactivement le licenciement de sa bibliothécaire». *Le Devoir*, (12 octobre 1989), p.4

Proulx, Jean-Pierre. «La commission municipale dévoile la magouille du maire de Roxboro: Mais l'ex-bibliothécaire est déboutée». *Le Devoir*, (26 octobre 1989), p.3

Sainte-Foy - Bibliothèques scolaires

Routhier, Benoit. «Débat à Sainte-Foy sur le besoin de centraliser ou non les gros équipements». *Le Soleil*, (6 septembre 1989), p.C14

Sauvageau, Philippe

Caouette, Marie. «A la veille de quitter la direction de la bibliothèque Gabrielle-Roy: Un bilan fort positif, croit Philippe Sauvageau». *Le Soleil*, (25 avril 1989), p.B9

Télécommunications

Séguin, François. «Le flux transfrontières d'informations: Le Canada n'a aucune chance de remporter le duel avec les États-Unis». *Le Devoir*, (17 mai 1989), p.9

Télématique

Magnant, Michel. «Télématique: le Québec manque le bateau: La fermeture de Questel-Montréal est une tragédie». *Le Devoir*, (21 avril 1989), p.9

Séguin, François. «Le flux transfrontières d'informations: Le Canada n'a aucune chance de remporter le duel avec les États-Unis». *Le Devoir*, (17 mai 1989), p.9

Unesco - alphabétisation

Cayouette, Pierre. «Croisade de l'alphabétisation». *Le Devoir*, (3 mars 1989), p.3

Cormier, Guy. «1990 sera l'année internationale de l'abc». *La Presse*, (17 septembre 1989), p.B2

Dufresne, Jean-V. «On est toujours l'analphabète d'un autre». *Le Devoir*, (7 décembre 1989), p.8

Vidéo - banques de données

«La France crée une banque mondiale d'images vidéos en langue française». *Le Devoir*, (27 juillet 1989), p.3

Vol et vandalisme-bibliothèques

Truffaut, Serge. «Campagne contre le vol et le vandalisme dans les bibliothèques du Québec». *Le Devoir*, (7 mars 1989), p.9

Westmount. Bibliothèque municipale

Pinard, Guy. «La bibliothèque de Westmount». *La Presse*, (27 août 1989), p.B6 □

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner à ARGUS à partir du vol. 19 (1990)

- tarif normal

(25 \$ pour le Québec; 30 \$ pour le Canada; 30 \$ US pour l'extérieur du Canada) _____

- tarif étudiant

(15 \$ pour le Québec et le Canada; 15 \$ US pour l'extérieur du Canada) _____

paiement joint veuillez me facturer

Nom, prénom: _____

Adresse: _____

Tél: _____

Bulletin à retourner à:

Corporation des Bibliothécaires Professionnels du Québec
307, rue Ste-Catherine Ouest, Bureau 320
Montréal (Québec)
H2X 2A3

PROTOCOLE DE RÉDACTION (février 1990)

Les articles doivent être soumis en cinq (5) exemplaires, dactylographiés à interligne double sur papier 21 x 28 cm et accompagnés d'un résumé informatif. Ils doivent être envoyés à l'adresse de la revue.

Sur la première page doivent figurer le nom, le statut professionnel et le lieu de travail de l'auteur ainsi que le titre et le résumé du texte.

Les graphiques et tableaux doivent être fournis sur des pages séparées.

Les références à un document cité ou paraphrasé se font en incluant entre parenthèses, le nom de l'auteur, l'année de publication et la ou les pages citées, par exemple (Courrier, 1976, p. 179); pour un document du même auteur publié la même année, on assigne une lettre à chaque item, par exemple (Lancaster, 1977a, p.48).

Il appartient aux auteurs de fournir les références bibliographiques complètes et présentées de la façon suivante:

AUTHOR GUIDELINES (February 1990)

Articles should be submitted in quintuplicate, typed double-spaced on sheets 21 by 28 cm. An informative abstract should be provided. Articles should be sent to: Argus, Secretariat of the CPLQ, 307 Ste-Catherine Street West, Suite 320, Montréal, Québec, H2X 2A3.

The author's name, professional status, and place of work, as well as the title and abstract of the article, should appear on the first page.

Illustrations should be included on separate sheets.

References to documents cited or paraphrased should include in parentheses the name of the author, year of publication, and the pages cited, e.g. (Courrier, 1976, pp. 179) - assign a letter to each duplicate date under the same author, e.g. (Lancaster, 1977a, p. 48).

At the end of the article, the author must provide complete bibliographic references according to the following examples.

Monographie / Monograph

Lancaster, F.W. 1977a. *The Measurement and evaluation of library services*. Washington, D.C.: Information Resources Press, 1977.

Lancaster, F.W. 1977b. *Toward paperless information systems*. New York: Academic Press, 1977.

McDonald, A.R. 1983. *Managers view information*. New York: Special Libraries Association, 1983.

Extrait d'une monographie / Portion of a monograph

Potter, W.M. 1970. "History, the behavioral studies and the science of man". In: Bundy, M.L. & Wasserman, P., eds. *Reader in research methods for librarianship*. Washington, D.C.: Microcard Editions, 1970, pp. 34-65.

Article de périodique / Periodical article

Courrier, Y. 1976. "Analyse et langage documentaires". *Documentaliste*. Vol. 13, no 5-6 (sept-déc. 1976), pp. 178-186.

Les correcteurs se réservent le droit de renvoyer aux auteurs les textes dont les références ne correspondent pas à ces exigences. Ils peuvent effectuer des corrections de forme.

Les auteurs sont priés de conserver un double de leur article. Aucun manuscrit ne leur sera remis.

Chaque auteur recevra trois exemplaires du numéro auquel il aura contribué.

The editors reserve the right to return articles if references do not conform to these standards. Minor corrections may be made to an article without the author's prior knowledge.

Authors should keep copies of articles submitted. Manuscripts will not be returned.

Authors receive three copies of the issue in which their articles appear.



Original en couleur

Un seul appareil

**Le lecteur-reproducteur PC-Printer 80
s'adapte à toutes les microformes.**

Capacité universelle pour tous formats:
microfiche et microfilm, 16mm et 35mm,
avec objectifs de 10X à 50X.

Système CAR (recherche assistée par ordinateur).

Contrôle de la surface à copier,
horizontalement et verticalement:
sélection de l'information et élimination
des bordures noires.

Économique
à l'achat, à l'entretien et
à l'utilisation sur papier ordinaire.



Canon
PC-Printer 80
L'universel

Distribué chez

albacor
Micro Systèmes Ltée